

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/79

25 juin 2003

(03-3397)

Conseil général  
13 mai 2003

## RAPPORT DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard  
le 13 mai 2003

*Président: M. Carlos Pérez del Castillo (Uruguay)*

### COHÉRENCE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES AU NIVEAU MONDIAL ET COOPÉRATION ENTRE L'OMC, LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

1. Le Président a souhaité la bienvenue aux délégations, en particulier à M. Horst Köhler, Directeur général du Fonds monétaire international, et à M. James Wolfensohn, Président de la Banque mondiale. Il les a remerciés d'avoir pris le temps, malgré un emploi du temps chargé, de participer avec les Membres de l'OMC à un échange de vues sur l'importante question de la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. Leur présence aux côtés du Directeur général, M. Supachai, démontrait que les rapports entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale étaient florissants. Le Président estimait aussi que cette présence donnait un important signal politique quant à leur volonté collective de promouvoir la coopération économique au niveau multilatéral en faveur d'objectifs communs, à savoir la croissance économique, la stabilité financière, la réduction de la pauvreté et le développement durable.
2. L'ordre du jour figurant dans le document WTO/AIR/2086 a été adopté.
3. Le Président a appelé l'attention sur la note d'information pour la réunion (WT/TF/COH/S/7), élaborée par le Secrétariat en coopération avec les services du FMI et de la Banque mondiale.
4. Avant la réunion en cours, le Président avait tenu des consultations informelles avec un certain nombre de Membres afin de déterminer leurs priorités et leurs attentes concernant la question de la cohérence. Il avait constaté que pour eux la cohérence représentait beaucoup plus qu'une coopération accrue et une meilleure entente entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, même si cela était en soi déjà très précieux. Il s'agissait également pour les gouvernements d'assurer la cohérence à long terme de leurs politiques et pratiques en matière de commerce, de finances et de développement; par exemple, de nombreux Membres de l'OMC avaient signalé que la cohérence devrait viser à renforcer les relations entre pays donateurs et pays bénéficiaires.
5. Deuxièmement, le Président avait été frappé par le fait que les Membres de l'OMC étaient conscients que la cohérence des politiques devait commencer au plan intérieur entre les divers organismes gouvernementaux participant à la conduite de l'économie, notamment les ministères des finances, du commerce et des affaires étrangères. C'était là une condition préalable nécessaire pour réaliser la cohérence des politiques au niveau multilatéral. Ses conversations lui permettaient essentiellement de conclure qu'au niveau multilatéral, la cohérence pour la défense des besoins et des

intérêts des pays en développement progresserait par deux moyens d'égale importance: i) par une analyse des politiques et une aide à l'ajustement de grande qualité; et ii) par l'assistance technique et le renforcement des capacités.

6. *S'agissant de l'analyse des politiques*, la dimension développement du Cycle de Doha indiquait clairement qu'il était nécessaire d'aider les pays en développement à mieux évaluer les incidences de la libéralisation et de la réforme du commerce sur leurs politiques et objectifs en matière de développement. De nombreux pays en développement étaient préoccupés par l'impact que le résultat des négociations du Cycle de Doha pourrait avoir sur leur économie pendant la période d'ajustement. Certaines de leurs inquiétudes concernaient plus précisément l'effet de l'érosion des préférences et la baisse des recettes fiscales résultant de la réduction des droits de douane. Il faudrait répondre à ces préoccupations dès que possible pour aider les pays en développement à aborder les négociations en toute confiance. Ces pays avaient non seulement besoin d'obtenir une assistance pour analyser les incidences du programme de travail de Doha mais aussi d'avoir la garantie qu'ils recevraient l'appui des institutions financières internationales pour entreprendre le processus d'ajustement qui s'imposerait inévitablement.

7. La question de *l'assistance technique et du renforcement des capacités* était bien entendu étroitement liée à ces considérations, mais elle concernait surtout la nécessité d'une aide pour mettre en œuvre les résultats des négociations du Cycle de Doha et en tirer profit en termes économiques pratiques. Les pays en développement recherchaient d'une part à améliorer de façon marquée l'accès aux marchés de leurs principaux partenaires commerciaux et, d'autre part, à instaurer des économies plus efficaces dotées de secteurs exportateurs dynamiques et plus vastes qui leur permettent de tirer parti des possibilités accrues d'accès aux marchés. L'issue favorable des négociations du Cycle de Doha créerait dans les pays en développement un besoin important de ressources pour de nouveaux investissements, investissements qui devraient assurer des rendements exceptionnels compte tenu de la forte réduction des restrictions et distorsions commerciales sur les marchés intérieurs et extérieurs. Manifestement, il fallait s'attendre à ce que le secteur privé joue un rôle prédominant dans ce processus. Parallèlement, une assistance technique et financière fortement accrue serait toutefois nécessaire pour renforcer les capacités et infrastructures humaines et institutionnelles liées au commerce dans les pays en développement.

8. Le Président était parvenu à la conclusion que le FMI et la Banque mondiale attachaient un degré élevé de priorité à la réussite des négociations du Cycle de Doha, estimant que cette réussite avait le potentiel de contribuer utilement à la réalisation de leurs propres objectifs institutionnels. Il avait la conviction que les Membres souhaiteraient encourager les deux organisations à coopérer étroitement avec l'OMC, pour défendre les besoins des gouvernements Membres en favorisant le succès des négociations, qui devrait se traduire par une accélération de la croissance et par la réduction de la pauvreté dans le monde entier.

9. En conclusion, le Président a invité les Membres à réfléchir à la façon optimale dont l'OMC pourrait poursuivre ses travaux sur les questions de cohérence et du resserrement de la coopération avec le FMI et la Banque mondiale. Il projetait de tenir des consultations complémentaires sur ces questions avec les Membres et avec le Directeur général.

10. Le texte de la déclaration de M. Horst Köhler, Directeur général du Fonds monétaire international, est reproduit à l'annexe 1.

11. Le texte de la déclaration de M. James D. Wolfensohn, Président de la Banque mondiale, est reproduit à l'annexe 2.

12. Le texte de la déclaration de M. Supachai Panichpakdi, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, est reproduit à l'annexe 3.

## A. DÉCLARATIONS

13. Le représentant du Maroc, parlant au nom du Groupe africain, a remercié le Directeur général de l'initiative qu'il avait prise et a salué la présence des dirigeants du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que leur engagement et leur appui en faveur du Cycle de Doha. Il a fait observer que l'interaction entre les politiques dans les domaines du commerce, des finances et du développement revêtait une importance accrue pour leurs travaux en matière de développement et de lutte contre la pauvreté. La dimension développement du mandat de Doha appelait la communauté internationale à redoubler d'efforts pour faire en sorte que les actions menées à l'échelle internationale par l'ONU, la Banque mondiale, le FMI et autres acteurs, soient complémentaires. Cette cohérence au niveau international ne pouvait cependant porter ses fruits sans une cohérence des politiques au niveau des pays eux-mêmes, à travers une meilleure coordination des efforts entre les décideurs dans le domaine du commerce, des finances et du développement.

14. Le continent africain demeurait confronté à des difficultés économiques de tous genres, notamment la lenteur de la croissance, des recettes d'exportations en baisse, une croissance démographique rapide et une dette extérieure lourde. La libéralisation du commerce, notamment celui des produits agricoles, qui aurait un impact significatif sur son développement, était la clef de certains grands problèmes endémiques en Afrique. Le programme d'assistance technique et de renforcement des capacités aurait un impact déterminant sur l'issue des négociations. Il permettrait aux pays en développement de mieux appréhender les difficultés qu'ils confrontaient et de parvenir à des solutions plus adaptées aux défis associés à la libéralisation des échanges. Au nom du Groupe africain, l'intervenant a exprimé sa grande appréciation au FMI et à la Banque mondiale pour leur contribution, financière et leur participation au programme d'assistance technique de l'OMC tel que le Cadre intégré. Cependant, cette assistance technique ne pouvait atteindre les objectifs inscrits au programme de travail de Doha sans un effort accru de coordination et sans une contribution encore plus substantielle de leur part au fonds d'affectation spéciale créé par l'OMC. Le représentant du Maroc a pris note avec plaisir de la résolution de M. Köhler et de M. Wolfensohn de renforcer la contribution des deux organisations; il estimait que l'OMC pouvait profiter davantage de l'expérience des deux institutions dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles et du développement des ressources humaines de même que de leur meilleure connaissance et expérience des pays en développement de façon générale.

15. La libéralisation des échanges stimulerait la croissance dans une économie mondiale actuellement caractérisée par la récession; mais cet objectif ne devrait cependant pas justifier une conditionnalité supplémentaire en matière de commerce. Il fallait corriger les imperfections d'un système commercial jusque-là inéquitable afin d'assurer l'issue optimale des négociations. S'agissant de l'analyse des politiques commerciales par la Banque mondiale et le FMI, l'intervenant s'est joint à l'appel lancé par le Président du Conseil général en faveur de la réalisation d'études plus poussées sur les incidences défavorables de la libéralisation sur les pays en développement et les pays les moins avancés. Une conscience plus aiguë des défis à relever pourrait inciter les pays en développement à devenir les partenaires bénéficiaires d'un processus de mondialisation équitable et axé sur le développement.

16. Le représentant du Bangladesh, remerciant le Directeur général d'avoir organisé cette réunion très importante, s'est félicité de voir les chefs de secrétariat des trois organisations réunis à l'OMC avec les Membres. Il espérait que cette réunion serait suivie de nombreuses autres, en vue d'assurer la cohérence des politiques des trois institutions, qui avaient des incidences aussi profondes sur le développement économique des Membres.

17. Les déclarations de MM. Köhler et Wolfensohn révélaient combien ceux-ci avaient conscience des problèmes du commerce et du développement, et la déclaration du Directeur général avait mis en lumière certains domaines d'intérêt primordiaux. L'intervenant a fait observer que la

transformation du GATT en OMC, en 1995, avait marqué un changement de paradigme qui s'était traduit par d'importantes différences entre les deux régimes. Dans le système du GATT, il s'agissait essentiellement de négocier l'accès aux marchés pour le commerce des marchandises. Mais en s'intéressant à de nouvelles questions de fond, en faisant intrusion dans l'élaboration des politiques intérieures et en appliquant un processus rigoureux pour le règlement des différends, assorti de possibilités de rétorsion croisée, l'OMC avait étendu ses pouvoirs à des domaines de compétence nationale – réglementation, législation, gouvernance, élaboration des politiques – qui étaient au centre du processus de développement.

18. Le commerce avait le potentiel d'accélérer la croissance économique, de créer des emplois et de relever les revenus. Tous le reconnaissaient. Mais le commerce et la mondialisation avaient aussi accru la vulnérabilité et l'insécurité, comme l'avaient souligné les chefs de secrétariat des institutions. Les institutions multilatérales pouvaient aider largement à tirer le plus grand parti possible du commerce et de la mondialisation tout en limitant les risques au minimum. L'expérience des dernières décennies révélait que l'expansion des échanges n'était garante ni d'une croissance économique immédiate ni d'un développement économique à long terme. Les conditions institutionnelles et sociales internes et externes contribuaient de façon importante à déterminer si – et dans quelle mesure – un pays ou un groupe d'individus pouvaient tirer profit du commerce. Le régime commercial multilatéral devrait viser à maximiser les possibilités de développement. Le régime devrait offrir aux pays en développement un espace d'action leur conférant la flexibilité dont ils avaient besoin pour procéder à des innovations institutionnelles et autres – tout en reconnaissant que la libéralisation des échanges et l'accès aux marchés pouvaient contribuer largement au développement. Mais tandis que se poursuivait le débat sur la relation entre la libéralisation des échanges, la croissance économique et la réduction de la pauvreté, tout indiquait que la libéralisation des échanges n'était pas un mécanisme fiable pour obtenir une croissance auto-entretenu et une réduction durable de la pauvreté. L'examen approfondi des études empiriques ne révélait aucune preuve décisive que la libéralisation des échanges était systématiquement associée à une croissance accrue: la seule relation systématique entre la libéralisation des échanges et la croissance était que les pays abolissaient les obstacles au commerce lorsqu'ils s'enrichissaient. La question essentielle était de savoir si le régime actuel offrait cet espace d'action aux pays en développement.

19. L'accès aux marchés était important mais ne suffisait pas. Les pays en développement tiraient moins profit du commerce que les pays industrialisés, notamment en raison de la baisse des prix des produits de base et de leur spécialisation dans des secteurs d'exportation à faible valeur ajoutée et sujets à des contraintes sur le plan de l'offre. Les pays industrialisés, par contre, tiraient beaucoup plus largement profit du commerce et ils avaient mis au point des mécanismes permettant de maîtriser la vulnérabilité découlant de la libéralisation. Aujourd'hui, la gouvernance mondiale des échanges produisait des résultats inéquitables. Bien que cela ne soit pas surprenant du fait de l'inégalité entre les intervenants économiques, les pays en développement – surtout les plus pauvres et les plus faibles – en éprouvaient d'autant plus de difficultés à formuler des politiques pour promouvoir leur développement. Ainsi, les décideurs des pays en développement et des pays industrialisés devaient relever d'urgence le défi consistant à garantir que le régime commercial multilatéral profiterait pleinement des contributions potentielles du commerce au développement.

20. C'était là que la Banque mondiale et le FMI pouvaient jouer un rôle déterminant. Dans le monde en développement, en particulier parmi les PMA, ces institutions jouaient un rôle central dans le processus de développement. Les conseils de politique donnés aux pays en développement pouvaient avoir un effet décisif sur la vie de millions d'individus; l'analyse à laquelle se livrait la Banque mondiale pour donner ces conseils devait reposer sur de solides fondations. Lorsque les pays en développement entreprenaient des programmes d'ajustement, de stabilisation ou autres avec l'appui de la Banque mondiale ou du FMI, il était vital que les conseils de politique qui leur étaient donnés n'obligent pas ces pays à adopter des mesures plus restrictives que ne l'exigeaient les accords de l'OMC. L'espace d'action autorisé à l'OMC pour la promotion d'industries spécifiques devrait être

préservé. L'expérience de ceux qui avaient parcouru le chemin du développement en s'appuyant principalement sur le commerce extérieur illustrait clairement les avantages d'une intervention ciblée.

21. L'assistance technique était essentielle aux pays en développement pour s'intégrer au système commercial multilatéral. Chaque institution était experte dans son domaine et il était nécessaire de coordonner les nombreux programmes en place. L'assistance technique avait un rôle vital à jouer et il fallait assurer qu'elle répondait aux besoins du développement. À ce sujet, le représentant du Bangladesh souhaitait se référer au Cadre intégré, porteur d'un si grand espoir pour les PMA. Le Cadre intégré avait été conçu comme un mécanisme qui pourrait non seulement aider les pays participants à identifier les bonnes politiques liées au commerce pour les incorporer à leurs plans de développement, mais aussi susciter chez les chefs d'entreprise une réaction du côté de l'offre. Il était essentiel d'induire une telle réaction au moyen de programmes ciblés, sans quoi aucun changement de politique ne pourrait répondre aux besoins des pays en développement. Faute de produits à échanger, il ne serait possible ni d'accroître les exportations ni de tirer profit d'une stratégie de croissance axée sur le commerce. L'intervenant a formé le vœu que la Banque mondiale et le FMI – les deux principales institutions participant au processus du Cadre intégré – orienteraient leurs politiques à cet égard.

22. Dans les domaines qui intéressaient particulièrement les PMA, tant la Banque mondiale que le FMI pourraient montrer la voie concernant la défense des besoins et préoccupations des pays en développement. Les deux organisations pourraient porter l'accent sur certains domaines intéressant particulièrement les pays en développement, ainsi que sur le traitement spécial et différencié qui était essentiel pour aider ces pays à atteindre leurs buts. Les pays en développement souhaitaient que les deux institutions fassent valoir plus visiblement les besoins du développement sur la scène internationale.

23. De nombreux pays en développement Membres pourraient soulever la question du fardeau écrasant que la dette imposait à leur économie. Des programmes étaient en cours pour alléger le fardeau de la dette, mais des interrogations avaient été soulevées quant à leur efficacité et à la mesure dans laquelle ils répondaient aux préoccupations des pays en développement; l'architecture financière internationale devrait aussi être sensible aux besoins des pays en développement en matière de commerce.

24. En conclusion, le représentant du Bangladesh a fait observer qu'à la conclusion du Cycle d'Uruguay, les Ministres avaient fait preuve de prévoyance en proposant une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques. Ils avaient reconnu que le commerce était partie intégrante des politiques macro-économiques que les pays décidaient de poursuivre. En un même temps, ils avaient jugé nécessaire de renforcer la cohérence et la complémentarité des politiques économiques internationales. L'une n'avait que peu de chances de réussir sans l'autre.

25. La représentante des États-Unis s'est félicitée de pouvoir se joindre aux autres Membres et aux chefs de secrétariat de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI pour faire fond sur leur engagement commun à assurer la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. La présence simultanée de MM. Köhler, Supachai et Wolfensohn exprimait sans équivoque cet engagement. Elle a remercié le personnel des trois institutions d'avoir élaboré un document qui contenait de précieux renseignements de base et favorisait le dialogue. Elle n'avait pas l'intention de présenter des observations détaillées concernant ce document mais plutôt d'aborder un certain nombre de thèmes essentiels.

26. Tout d'abord, il était essentiel que la cohérence commence au plan intérieur. Il était certes louable d'appeler la Banque, le Fonds et l'OMC à favoriser la cohérence, mais pour assurer le succès, chaque gouvernement Membre devait établir des politiques intérieures appropriées et assurer la coopération voulue entre les ministères compétents. En d'autres termes, ces trois institutions auraient

du mal à assurer la cohérence si elles recevaient des signaux discordants de leurs membres respectifs. L'élaboration des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et des stratégies d'assistance au pays (SAP) était un domaine où ce besoin était particulièrement sensible. La représentante des États-Unis constatait avec préoccupation, comme le signalait le document d'information du Secrétariat, que l'attention portée au commerce par les pays dans les CLSP et les SAP avait été décevante. Il était important d'accorder au commerce une attention appropriée dans chaque CLSP et SAP pour assurer que les échanges contribueraient le plus largement possible au développement. Les Membres de l'OMC devraient s'engager à réaliser cet objectif.

27. S'agissant du Programme de Doha pour le développement, l'intervenante a noté avec plaisir l'engagement pris par la Banque et par le Fonds de collaborer avec l'OMC pour en assurer le succès. La création par la Banque d'un Département du commerce constituait un important témoignage de cet engagement, tant pour ce qui concerne les négociations qu'au-delà. Elle s'est félicitée des observations formulées par MM. Köhler et Wolfensohn, qui avaient souligné l'importance primordiale du rôle que jouait l'agriculture dans les négociations, en faveur de l'ouverture des marchés, de la réduction du soutien interne et de l'élimination des subventions aux exportations. Ils avaient mis l'accent sur l'importance de l'accès aux marchés – qu'il s'agisse des produits agricoles, des produits non agricoles ou des services – à laquelle le gouvernement des États-Unis souscrivait sans réserve.

28. La Banque et le Fonds pouvaient apporter une importante contribution grâce à leurs considérables capacités analytiques. L'un des arguments les plus puissants en faveur du maintien d'objectifs ambitieux pour les négociations du Cycle de Doha résidait dans l'estimation de la Banque mondiale selon laquelle "si l'environnement de politique intérieure est favorable, la libéralisation intégrale du commerce mondial des marchandises à elle seule peut produire des gains de revenus d'environ 5 pour cent dans les pays en développement et sortir 300 millions de personnes de la pauvreté d'ici à 2015". La récente étude du FMI sur les effets éventuels d'une érosion des préférences et sur les mesures que le Fonds pourrait prendre à l'égard de ces effets constituait un autre exemple de l'importance de tels travaux analytiques. La délégation des États-Unis était également reconnaissante au FMI de ses travaux relatifs à l'incidence de la libéralisation des échanges sur les recettes fiscales, question qui préoccupait de nombreux pays en développement. L'intervenante a encouragé la Banque et le Fonds à poursuivre ces efforts en matière d'analyse.

29. L'assistance technique liée au commerce était un autre important domaine de coopération entre la Banque, le Fonds et l'OMC. Les États-Unis appréciaient la coopération qui s'était déroulée jusqu'ici mais ils estimaient que l'on pourrait – et devrait – faire encore beaucoup plus, en veillant à ce que les efforts soient complémentaires, sans chevauchement ni double emploi. Il importait aussi de porter une attention adéquate à l'évaluation de l'efficacité de ces programmes afin d'assurer une utilisation optimale des ressources. La représentante des États-Unis souhaitait en particulier que M. Köhler ou M. Wolfensohn expliquent quels travaux leurs institutions entreprenaient – ou entreprendraient à l'avenir – pour aider les pays en développement à tirer parti de l'accroissement des possibilités d'exportation. Elle aimerait connaître leurs idées quant aux autres domaines dans lesquels les trois institutions pourraient coopérer en matière d'assistance technique à l'appui du commerce et du développement. Au-delà de l'assistance technique liée au commerce, elle serait reconnaissante à MM. Köhler et Wolfensohn de faire part de leurs observations quant aux domaines dans lesquels résidait le plus fort potentiel de synergie entre les travaux de leurs institutions et les efforts de l'OMC dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.

30. Le représentant de l'Inde estimait que tout le monde se rendait compte que la cohérence entre les principales institutions mondiales constituerait un élément de politique très important dont l'objectif était le développement et la croissance; telle était la base de la Déclaration sur la cohérence. Il existait indubitablement entre ces organisations des synergies qui pouvaient contribuer à la croissance dans le monde entier, mais il importait de définir clairement les politiques à formuler et les paramètres à conférer à cette cohérence. M. Wolfensohn avait longuement expliqué que le

développement était le but ultime. Il fallait garder à l'esprit les appréhensions éprouvées dans plusieurs pays en développement quant aux incidences du processus de libéralisation sur certains secteurs spécifiques de l'économie. Dans le monde entier, la libéralisation avait été acceptée comme une philosophie fondamentale, qu'il s'agisse de commerce ou de finance. La libéralisation se déroulait de façon autonome au rythme que pouvaient soutenir les économies et leurs sociétés, et il importait qu'elle suive un rythme approprié. La philosophie de la libéralisation ne devait pas se transformer en une religion, en un culte ou en un dogme, ni tomber dans les erreurs historiques que les économies avaient commises par le passé. Il ne fallait pas partir du principe que la libéralisation était la solution inévitable et que tout problème qui ne correspondait pas à la solution était un faux problème. Les problèmes devaient être étudiés objectivement, sans dogmatisme, pour assurer que la cohérence parviendrait à son objectif de développement et de réduction de la pauvreté.

31. L'intervenant partageait l'avis du Président de la Banque mondiale quant à l'échelonnement et à l'étude attentive des interventions pour la réforme des structures économiques, sociales et commerciales. Les économies des pays en développement étaient fragiles et ne pouvaient résister aux chocs. Le représentant du Bangladesh avait mentionné les contraintes liées à l'offre, le manque de capacités techniques, les différences de niveau en matière de technologies et de compétences, et la pénurie de capitaux. Tant le FMI que la Banque mondiale s'étaient référés à des distorsions du marché mondial qui étaient difficiles à résoudre. La libéralisation devait s'accompagner d'une analyse objective des problèmes régionaux, de l'ajustement structurel, des contraintes liées à l'offre et de la formation de capital. Le représentant de l'Inde a cité un récent document du FMI sur les effets de la libéralisation financière sur les pays en développement où l'on pouvait lire, au sujet des crises financières: premièrement, les investisseurs internationaux ont tendance à suivre le mouvement et à adopter un comportement grégaire, ce qui peut être déstabilisant pour les économies en développement; deuxièmement, les investisseurs internationaux, de même que les résidents locaux, montent des assauts spéculatifs sur les monnaies des pays en développement, causant ainsi une instabilité que ne justifient ni les bases de l'économie ni les principes des politiques; troisièmement, le risque de contagion constitue une menace majeure pour des pays dont la situation est par ailleurs saine car le gouvernement, même démocratiquement élu, risque de ne pas donner un poids suffisant aux intérêts des générations futures. Il a expliqué que cette citation visait à illustrer les nombreuses questions soulevées par la libéralisation financière, lesquelles devaient être assimilées si l'on voulait parvenir à une croissance optimale de façon soigneusement mesurée.

32. Le représentant de l'Argentine s'est félicité des propos tenus par les chefs de secrétariat des organisations: leurs déclarations fournissaient un contexte aux mesures prises dans le domaine de la cohérence internationale et aux conséquences pour les Membres. Il s'est déclaré d'accord avec la façon dont le Président avait défini la question centrale et les principaux messages de la réunion en cours. L'intervenant estimait pour sa part essentiel de poser un diagnostic clair des raisons pour lesquelles l'économie mondiale fonctionnait aujourd'hui aussi mal. Il a mentionné en particulier son propre pays, où s'était produit un ralentissement marqué, accompagné de graves incidences sociales. À son avis, les causes en résidaient dans une contraction de la demande en raison des inégalités de revenu entre les pays et à l'intérieur des pays, et des déséquilibres résultant des excès de la décennie précédente. Aux déséquilibres du marché mondial des capitaux, il fallait ajouter la crise du secteur technologique et les récentes faillites qui présentaient un danger manifeste pour le développement durable. Il estimait que les institutions financières internationales devaient se préparer à procéder à un financement anticyclique plutôt que procyclique et éviter de financer les déficits au risque d'alimenter la fuite des capitaux.

33. S'agissant du commerce, l'intervenant s'est félicité des fortes paroles prononcées par les dirigeants de la Banque et du Fonds quant à l'incidence favorable que l'amélioration de l'accès aux marchés et l'élimination des subventions agricoles exerceraient sur le rendement mondial et sur le processus de développement. Il a regretté que le manque de volonté politique ait limité l'avancement du programme concernant le commerce, tel qu'il résultait des engagements souscrits à Doha dans les

domaines intéressant particulièrement les pays en développement, surtout le secteur agricole. Pour conclure, il a cité le document d'information (WT/TF/COH/S/7) selon lequel la libéralisation du commerce mondial des marchandises (or l'agriculture était fondamentale) pouvait sortir 300 millions de personnes de la pauvreté d'ici à 2015. Il a aussi appelé l'attention sur un autre point: il était important de créer un mécanisme compensant l'érosion des préférences, qui aiderait à surmonter un obstacle important au processus de libéralisation multilatérale.

34. Le représentant du Canada a remercié le Directeur général des efforts qu'il avait déployés pour organiser la réunion en cours. Le Directeur général avait évoqué cette possibilité lorsque l'intervenant présidait le Conseil général et il fallait se réjouir qu'elle se soit réalisée aujourd'hui. La présence simultanée, pour la première fois, de MM. Wolfensohn et Köhler témoignait de l'importance qui était attachée à la question de la cohérence, et le Canada accueillait chaleureusement ces deux amis exceptionnels de l'OMC. Si le but était de renforcer la prospérité économique et d'accroître la stabilité dans le monde, dès lors la triplique commerce-finances-développement était bel et bien une indispensable et sainte alliance. La cohérence n'était pas simplement un terme à la mode; elle devait au contraire représenter un niveau de discipline que les institutions multilatérales doivent viser et, à terme, atteindre. Les Canadiens, comme les citoyens de tous les autres pays, souhaitaient une augmentation – et non une diminution – de la coopération entre organisations internationales. Ils voulaient être assurés qu'elles travaillaient collectivement et effectivement – et non individuellement – pour gérer les forces qui animent la mondialisation. En outre, les Canadiens avaient sans doute le sentiment que beaucoup restait à faire pour renforcer ce partenariat, et ils avaient raison. Dans ce contexte, la réunion d'aujourd'hui constituait un événement particulièrement remarquable.

35. Le système commercial ouvert issu des 60 dernières années avait certainement apporté à l'économie mondiale une contribution favorable considérable et procuré une prospérité accrue à de nombreuses personnes. Mais on savait aussi que ses avantages n'étaient pas répartis uniformément. Entre autres objectifs, le Programme de Doha pour le développement visait à apporter des solutions à ce problème précis et à combler le fossé existant. À cet égard, le Canada appuyait pleinement l'élaboration de recours pratiques dans le cadre même des accords de l'OMC afin de réaliser l'objectif consistant à intégrer les pays en développement – en particulier les plus pauvres d'entre eux – dans le système commercial.

36. La réunion en cours était cruciale car il était désormais clair que toutes les solutions ne pouvaient être trouvées dans le contexte de l'OMC. Cela étant, il était tout aussi clair que la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement profiterait à tous les Membres. Et comme le Canada l'avait déclaré à plusieurs occasions, l'accès aux marchés était indispensable pour procurer des avantages tangibles, réels et durables aux pays en développement Membres, argument qu'avaient souligné MM. Wolfensohn et Köhler dans leurs exposés.

37. Au plan bilatéral, le Canada contribuait aussi à assurer aux PMA un accès en franchise de contingents et de droits de douane pour la quasi-totalité des importations provenant de 48 pays, avec des règles d'origine très libérales et progressives. De plus, avec d'autres partenaires, le Canada poursuivait activement des initiatives visant à intensifier l'assistance technique et le renforcement des capacités à l'OMC, ainsi que par les voies multilatérales, régionales et bilatérales. Le représentant du Canada estimait qu'avec les engagements pris à Doha dans le domaine de l'assistance technique liée au commerce, l'OMC avait fait œuvre de pionnier et que les partenaires en matière de cohérence devaient continuer à développer et à parfaire cette base en fonction de leurs expériences et résultats communs. De plus, il fallait savoir reconnaître franchement les solutions productives et multiplier leur application, et savoir aussi bien identifier les méthodes improductives et commencer à les éliminer.

38. La Déclaration de Doha reconnaissait qu'il était essentiel d'établir une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial et que les défis auxquels les



Membres étaient confrontés ne pouvaient être relevés par des mesures prises dans le seul domaine commercial. Au niveau national, la libéralisation du commerce était mise en œuvre dans le contexte de la réforme macro-économique et d'instruments plus larges en faveur du développement. Le Canada était fermement convaincu qu'il était important d'améliorer la cohérence des politiques intérieures en faveur de l'intégration commerciale, et plus précisément d'accorder une plus grande attention aux questions commerciales et aux besoins en matière de commerce dans les plans nationaux de développement. Comme certains l'avaient déjà fait observer, la cohérence devait effectivement commencer au plan intérieur.

39. Au niveau international, le cadre pour le commerce était lié à de plus larges questions de mondialisation, y compris les finances et le développement, et la coordination des politiques entre les trois organisations était particulièrement pertinente dans ce contexte. Le document du Secrétariat portait l'accent sur de nombreux échanges fructueux qui avaient déjà eu lieu entre l'OMC et les institutions de Bretton Woods. Ce texte contenait aussi un certain nombre de propositions prometteuses pour une plus grande cohérence entre ces institutions. À cet égard, le représentant du Canada appuyait les propositions qui, dans le document, tendaient à recourir encore plus largement à des instruments de l'OMC tels que les examens des politiques commerciales, les examens au titre de l'article IV, les stratégies d'assistance aux pays et, bien entendu, les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté. Le FMI, menant d'importants travaux analytiques, avait mis en lumière les avantages potentiels d'une plus large ouverture des marchés et des réformes internes complémentaires – par exemple dans les études révélant que les incidences de la libéralisation du commerce et des autres politiques connexes pouvaient l'emporter sur celles de l'aide. La contribution directe du FMI aux travaux opérationnels de l'OMC dans le cadre de certains arrangements relatifs aux changes et à la balance des paiements était parfaitement établie et continuerait à constituer un élément essentiel des rapports entre les deux institutions. La Banque mondiale, qui avait soutenu une participation plus effective des pays en développement à ces négociations, continuait elle aussi à faire d'importantes contributions grâce à ses travaux analytiques. L'intervenant a encouragé la Banque mondiale à intensifier l'assistance qu'elle prêtait en vue de faciliter l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral, particulièrement en ce qui concerne l'incorporation du commerce au développement – par exemple dans les plans nationaux de lutte contre la pauvreté et de développement. Enfin, il était fermement partisan d'inviter la Banque mondiale et le Fonds monétaire international au Comité des négociations commerciales en qualité d'observateurs. Cela contribuerait de façon décisive à mieux faire appréhender à ces institutions internationales fondamentales les complexités du Cycle de Doha pour le développement et des préoccupations et intérêts des Membres à son sujet. En réalité, le statut d'observateur serait une expression simple et concrète du fonctionnement quotidien de la cohérence à Genève.

40. En conclusion, le Canada a exprimé l'espoir que la réunion en cours donnerait une énergie nouvelle et un élan renouvelé à l'instauration d'une coentreprise plus cohérente entre les trois institutions. Les Membres devraient mûrement réfléchir aux idées et propositions qui avaient été et seraient formulées pendant la réunion car elles contenaient le programme de réunions et d'initiatives futures, ainsi que les éléments d'une collaboration accrue. Dans cette quête d'une plus grande cohérence multilatérale, il ne fallait pas hésiter à préconiser de nouvelles méthodes, ni à faire une évaluation critique des méthodes anciennes, car seul un processus sincère de réforme permettrait de satisfaire les aspirations que tous les citoyens tiennent à cœur.

41. Le représentant du Japon s'est dit convaincu qu'une plus grande cohérence aurait une influence positive sur le développement. Limitant son propos à deux points particuliers, il a déclaré au sujet de la cohérence dans l'analyse des politiques que les réformes internes étaient manifestement cruciales pour tirer parti des avantages du commerce. Comme l'avaient déclaré les intervenants précédents, la cohérence commençait au niveau national. Les analyses pratiques des politiques commerciales et de développement équiperait mieux les pays pour gérer le processus d'intégration commerciale. L'intervenant s'est félicité des travaux en cours sur l'érosion des préférences et de ceux

concernant l'évolution des recettes fiscales en fonction des réductions de droits de douane. Les travaux futurs devraient traiter de questions comme: i) comment la libéralisation des services influencerait-elle sur l'industrie et l'économie au plan intérieur; ii) comment la libéralisation optimale des services financiers pourrait conduire à la croissance économique grâce à la stabilité et à l'efficacité des opérations financières; et iii) comment favoriser le développement économique durable en renforçant l'offre et en améliorant la transparence et la compétitivité dans les opérations financières? L'approfondissement des contacts permettrait aux trois organisations de se faire part mutuellement de leurs préoccupations. Sur le deuxième point, le gouvernement japonais estimait que l'assistance technique liée au commerce devrait être axée sur la mise en œuvre des règles et obligations de l'OMC et sur la participation aux négociations. Le Japon, qui avait traditionnellement mis l'accent sur les avantages de l'accès aux marchés, espérait que le FMI et la Banque mondiale continueraient à intensifier leurs activités en matière de renforcement des capacités.

42. La représentante du Gabon, appuyant la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe africain, souhaitait faire porter son intervention sur trois points. Le premier concernait la compatibilité entre les conseils du FMI et de la Banque mondiale et les règles de l'OMC. Dans le passé, elle avait entendu de la part des deux autres institutions des avis contraires aux règles de l'OMC. Deuxièmement, elle proposait la tenue d'une réunion annuelle conjointe entre Ministres du commerce, des finances et du développement pour leur permettre de prendre des décisions mieux intégrées. Les restrictions budgétaires pourraient empêcher les pays plus pauvres d'assurer la coordination interne nécessaire à moins que les institutions n'encouragent ces réunions conjointes. Troisièmement, elle a signalé que le revenu par habitant n'était pas valable comme indicateur de développement car le Gabon était classé comme pays à revenu intermédiaire alors qu'il ne possédait pas la population active nécessaire.

43. Le représentant de la Suisse a dit que point n'était besoin de justifier l'intensification du dialogue entre l'OMC et les institutions de Bretton Woods. La cause était entendue et la note du Secrétariat (WT/TF/COH/S/7) illustre systématiquement les nombreux couplages en jeu. Mais avant de parler d'éventuelles améliorations, il souhaitait rappeler que les rôles complémentaires des trois institutions imposaient certaines limites au dialogue. Le FMI et la Banque mondiale conseillaient, finançaient et aidaient les pays en développement qui en étaient membres, en particulier les pays à faible revenu. Ils menaient cette action de façon intensive et de plus en plus par l'intermédiaire de personnel résidant dans les pays ou régions concernés. La plupart des questions de développement étaient couvertes, y compris le commerce. D'autre part, l'OMC offrait avant tout une enceinte où la communauté internationale pouvait négocier les règles du commerce et promouvoir la libéralisation des échanges. Des tensions interinstitutions risquaient fort d'apparaître en dehors des activités de l'OMC relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités.

44. La réunion en cours venait d'autant plus à point nommé qu'elle offrait l'occasion d'examiner la façon dont ces relations pourraient être rendues plus cohérentes. Le Secrétariat avait proposé des améliorations en termes de cohérence; la Suisse souhaitait développer certaines améliorations qu'elle jugeait essentielles. Les pays en développement Membres étaient parfois déroutés par certaines contradictions qu'ils croyaient discerner entre les prescriptions et les normes de l'OMC d'une part et les conseils émanant de la Banque mondiale et du FMI d'autre part. C'était là une raison d'intensifier le débat au niveau des pays. L'une des pistes de réflexion sur ce débat consisterait en une présence renforcée des deux institutions dans les examens des politiques commerciales d'un même pays; la délégation suisse se féliciterait d'une participation plus systématique.

45. La Suisse appréciait le rôle pilote qu'avait assumé la Banque mondiale à l'égard du Cadre intégré, et elle souhaiterait que la Banque aille encore plus loin et assume des tâches plus permanentes en matière de mise en œuvre des politiques et de renforcement des capacités, au-delà de l'analyse sectorielle initiale. Cela ne serait possible que si les équipes de pays de la Banque mondiale donnaient un ordre de priorité élevé aux questions commerciales dans la répartition de leur personnel

et dans leur budget. Il semblait que ce soit là précisément l'intention du Président et du nouveau Département du commerce, mais les équipes de pays devaient répondre à de nombreuses autres exigences. Et, bien entendu, cet ordre de priorité ne pourrait être maintenu que si tel ou tel Membre souhaitait l'engagement de la Banque mondiale. La Suisse souhaitait aussi que le Cadre intégré soit rapidement étendu à d'autres pays à faible revenu, encore une fois avec un rôle de soutien dynamique pour la Banque mondiale.

46. La délégation suisse préconisait aussi un soutien plus actif du FMI et de la Banque mondiale au processus d'accession. Ce soutien pourrait se présenter en trois volets: 1) élaborer des études analytiques et des plans d'action (telles que les études diagnostiques sur l'intégration commerciale); 2) coordonner un appui externe pour l'ajustement des politiques et le renforcement des capacités; et 3) contribuer à l'établissement de repères de politique aux fins de l'accession.

47. Le monde avait tiré les leçons des crises financières de la dernière décennie quant à la contribution critique du secteur financier à la croissance durable. Comme indiqué dans la note du Secrétariat, il était essentiel d'échelonner correctement la mise en place d'une réglementation prudentielle, de constituer de solides institutions financières et d'ouvrir les marchés aux flux de capitaux. C'était là un aspect des importantes négociations en cours au sujet des services, et la Suisse espérait que la richesse des résultats d'expérience consignés dans les évaluations des secteurs financiers nationaux réalisées par le FMI et la Banque mondiale serait convenablement prise en compte dans ces négociations.

48. Enfin, la Suisse félicitait la Banque mondiale d'avoir considérablement renforcé ses travaux de recherche en matière de politique commerciale: un examen attentif des réalités de la négociation était essentiel pour assurer la pertinence de ces études. La délégation suisse approuvait la proposition tendant à ce que la Banque mondiale puisse assister à titre d'observateur aux réunions du Comité des négociations commerciales et de ses principaux organes subsidiaires. L'intervenant souhaitait en particulier que la cohérence et les motifs d'un traitement spécial et différencié soient renforcés et deviennent un instrument authentique des négociations du mois prochain.

49. Le représentant de la Chine, se réjouissant de pouvoir dialoguer avec les chefs de secrétariat du FMI et de la Banque mondiale, a remercié MM. Köhler, Wolfensohn et Supachai de leurs déclarations perspicaces. La délégation chinoise a noté avec plaisir qu'il existait déjà une solide base d'étroite coopération entre le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. Ces dernières années, de fréquents échanges de données et de publications avaient eu lieu, des séminaires avaient été organisés et des activités d'assistance technique avaient été parrainées conjointement par les trois organisations, dont chacune avait joué un rôle positif dans les travaux relatifs à la cohérence.

50. L'intervenant espérait que cette tendance continuerait et que la coopération entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale serait encore renforcée. Il souhaitait spécifiquement que s'instaure une plus grande cohérence dans les domaines suivants. Premièrement, une coopération accrue en matière d'analyse des politiques: dans un monde toujours plus interdépendant, les trois organisations internationales jouaient un rôle central pour la stabilité financière, la lutte contre la pauvreté, l'expansion du commerce et le développement économique. On pouvait certainement s'attendre à ce que les décisions que ces organisations allaient prendre et les règles qu'elles allaient fixer – quelles qu'elles soient – aient une forte incidence sur la qualité de vie des habitants des régions les plus isolées de la planète. Il était donc important, avant de prendre quelque décision que ce soit, de faire preuve de prudence grâce à une analyse approfondie et détaillée des politiques et, pour ce faire, à une coopération plus étroite. La libéralisation du commerce était très importante, surtout l'ouverture des marchés aux produits qui intéressaient les pays en développement. Les chefs de secrétariat de la Banque mondiale et du FMI avaient tous deux souligné le rôle central de l'agriculture pour les pays en développement et pour le cycle actuel de négociations, observations dont la Chine leur était profondément reconnaissante. Dans l'analyse des politiques, il importait de garder à l'esprit les

intérêts fondamentaux de la grande majorité des peuples du monde, particulièrement ceux des pays en développement et des pays les moins avancés, qui confrontaient l'énorme défi consistant à développer leur économie, de s'intégrer à l'économie mondiale et d'améliorer leur vie quotidienne. Considérant la mission de la Banque mondiale et du FMI en faveur de la réduction de la pauvreté et de la stabilité financière, et le cycle de négociations pour le développement lancé par l'OMC, les trois organisations internationales avaient tous les motifs de mettre la dimension développement au centre même de leur analyse des politiques. La Chine espérait qu'à l'avenir l'analyse des politiques continuerait de porter l'accent sur les conditions effectives des pays dont les niveaux de développement, les difficultés et les préoccupations étaient différents. Pour de nombreux pays en développement, la réforme de l'économie, l'ouverture des marchés des biens et des services et la libéralisation du secteur financier devaient être correctement échelonnés. Les Membres devraient bénéficier de la flexibilité nécessaire pour choisir le rythme et le calendrier de la libéralisation des importations, faute de quoi la libéralisation serait contre-productive et risquerait de provoquer une contraction des parts du commerce mondial, une dégradation des termes de l'échange et des niveaux insoutenables d'endettement extérieur pour les pays en développement, situation à éviter pour préserver les chances de développement. Le représentant de la Chine a formé le vœu qu'à cette fin la Banque mondiale et le FMI appuient les efforts réalisés par les pays en développement en vue de faire du traitement spécial et différencié un principe important à l'OMC.

51. Deuxièmement, la cohérence en matière d'assistance technique et financière: l'assistance technique et financière jouait un rôle vital pour la pleine participation des pays en développement au système commercial multilatéral. Disposant d'abondantes ressources financières et possédant une expérience et une compétence considérables, le FMI et la Banque mondiale étaient mieux placés pour collaborer avec l'OMC à des activités d'assistance technique couvrant une vaste gamme de domaines liés au commerce, depuis l'agriculture et les services jusqu'aux normes et à la réforme des finances publiques et des douanes. L'intervenant estimait que l'assistance technique devait obéir à la demande et répondre aux besoins des pays en développement dans les secteurs qu'ils jugeaient les plus importants pour eux. L'assistance devrait aussi permettre d'évaluer l'incidence des cycles de libéralisation précédents et de renforcer la capacité des pays en développement à participer aux négociations.

52. Troisièmement, la cohérence dans les conseils donnés et la conditionnalité imposée en matière de politique commerciale: à cet égard, le représentant de la Chine a fait observer que des préoccupations avaient été exprimées parmi les pays en développement au sujet des conseils donnés et de la conditionnalité imposée en matière de politique macro-économique et de politique commerciale lors de l'octroi des prêts aux pays ayant des problèmes de balance des paiements. Certains de ces conseils avaient été donnés sur la base de considérations d'ordre théorique plutôt qu'en tenant pleinement compte de la situation économique effective des pays intéressés. Certains prêts avaient été assujettis à des conditions qui ne tenaient pas compte de la flexibilité que les règles de l'OMC accordaient aux pays en développement, plus particulièrement les PMA. Par exemple, certains Membres s'étaient vu imposer l'obligation de souscrire des engagements dans diverses branches du secteur des services alors qu'en tant que pays en développement, leurs obligations au titre de l'OMC étaient facultatives. Les améliorations qui pourraient être apportées dans ces domaines procureraient de plus grands avantages aux pays en développement qui éprouvaient des difficultés financières.

53. En conclusion, le représentant de la Chine, très encouragé par la coopération qui existait déjà au plus haut niveau entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, a déclaré que sa délégation se félicitait par avance du renforcement de la cohérence et du resserrement de la coopération à l'avenir.

54. La représentante du Kenya souhaitait remercier le Président d'avoir pris l'initiative d'organiser la réunion en cours. Elle a aussi remercié les chefs de secrétariat des trois organisations d'avoir fait part de leurs points de vue sur la question dont les Membres étaient saisis. Associant sa délégation à la déclaration prononcée par le Maroc au nom du Groupe africain, elle a remercié le Secrétariat de sa

note d'information complète et détaillée. Le Kenya prenait note de certains des points de vue exprimés dans la note du Secrétariat, auxquels l'intervenante s'associait. Sa délégation appréciait l'engagement assidu du FMI et de la Banque mondiale à l'appui du Programme de travail de Doha. Les pays en développement attachaient une grande importance à la question de la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, et le rôle que pourraient jouer le FMI et la Banque mondiale assurerait l'intégration harmonieuse des pays en développement au système commercial multilatéral. À cet égard, la délégation du Kenya souhaitait formuler quelques observations à titre de contribution aux débats.

55. Le Kenya estimait qu'il ne fallait pas tenir pour acquis que le Programme de Doha pour le développement serait couronné de succès ni que les pays en développement parviendraient à tirer parti des possibilités en découlant. Dans le passé, la réforme et la libéralisation des échanges n'avaient pas procuré les avantages escomptés mais plutôt contribué à la désindustrialisation, à la pauvreté et à des flambées d'importations, ce qui s'était traduit par une croissance économique négative dans les pays en développement plus pauvres. Cela avait été aggravé par les programmes d'ajustement structurel lancés par les institutions de Bretton Woods. L'application des conditionnalités du FMI et de la Banque mondiale avait largement dépassé les engagements du Cycle d'Uruguay; la plupart des pays en développement avaient donc poussé la libéralisation au-delà des prescriptions du Cycle d'Uruguay. En outre, les programmes d'ajustement structurel avaient parfois été contraires aux obligations de l'OMC, ce qui avait réduit la flexibilité dont disposaient les pays en développement pour la formulation des politiques nationales. À cet égard, il était urgent d'établir une coopération et une coordination plus étroites entre le FMI et la Banque mondiale d'une part et l'OMC d'autre part dans les actions visant à identifier et à appuyer les politiques appropriées en faveur du développement tout en assurant simultanément dans chaque pays en développement une flexibilité suffisante pour les politiques. De plus, les conditionnalités des prêts de ces institutions ne devraient pas annuler ou diminuer les droits et obligations des pays en développement au titre de l'OMC.

56. La délégation kényenne estimait aussi que la Banque mondiale et le FMI devraient améliorer leur assistance technique et financière aux pays en développement afin de permettre à ceux-ci d'intégrer les politiques commerciales à leurs programmes nationaux de développement. Cela devrait être assorti, à titre complémentaire, d'un programme clairement intégré et défini d'assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés dans les domaines suivants: assistance à la prise en charge des coûts résultant de la libéralisation des échanges, en particulier les pertes de recettes publiques dues à la réduction des droits NPF et à la suppression des préférences commerciales; renforcement des capacités humaines et institutionnelles, par exemple les cours de politique commerciale pour les pays africains anglophones et francophones, qui se tenaient respectivement à Nairobi et à Casablanca, devraient devenir permanents; assistance financière pour remédier aux contraintes sur le plan de l'offre et diversifier la production; et participation accrue des pays en développement au système commercial multilatéral.

57. En conclusion, la représentante du Kenya a estimé qu'une nouvelle approche pratique de la cohérence devrait s'instaurer entre la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, à l'avantage des Membres. À cet égard, il fallait accorder aux pays en développement la flexibilité nécessaire quant au choix du rythme, de l'échelonnement et du calendrier de la libéralisation de leurs importations.

58. Le représentant de l'Australie, se réjouissant que l'initiative ait été prise de convoquer la présente réunion, a exprimé l'espoir qu'une autre réunion (peut être un peu plus interactive) sur le même sujet pourrait se tenir à l'avenir. Comme la représentante du Gabon, il jugeait important que les Ministres du commerce et des finances tiennent des réunions communes.

59. L'intervenant avait retenu cinq grands points dans le débat. Premier point: la plus grande contribution que l'OMC pouvait faire à la cohérence consistait à poursuivre les négociations et à les achever d'ici 2005. Deuxième point: la principale contribution possible se situait dans le domaine de

l'agriculture. Troisième point: la principale responsabilité en matière d'agriculture incombait au monde industrialisé. Quatrième point: le commerce Sud-Sud présentait un potentiel extraordinaire; et cinquième point: les régimes préférentiels n'étaient pas une solution durable pour le développement. L'Australie se félicitait des travaux d'analyse des politiques que menaient le FMI et la Banque mondiale dans ce domaine, et elle espérait que les chefs des organisations pourraient présenter des observations complémentaires concernant les tarifs préférentiels et les autres préférences commerciales. Le Directeur général de l'OMC avait signalé que les incidences de la libéralisation des échanges sur les recettes publiques, sur les importateurs nets de produits alimentaires et sur les préférences commerciales suscitaient des préoccupations parmi les pays en développement. Dans le débat en cours à l'OMC sur l'agriculture, certains avaient dit qu'il fallait limiter les nouvelles réductions tarifaires afin de ne pas nuire aux préférences. L'Australie estimait que cette position était en contradiction totale avec les études réalisées par le Fonds et par la Banque, et incompatible avec les fondements du GATT, où il était entendu que les préférences ne devaient pas compromettre la libéralisation multilatérale. Ce problème n'était pas nouveau. Il avait été abordé à La Havane lors de la création du principe de la nation la plus favorisée, mais on craignait manifestement que la libéralisation multilatérale des échanges n'affecte certains pays plus que d'autres. Une solution consisterait à mieux appréhender la portée du problème. Au vu de l'analyse effectuée par le Fonds et par la Banque, l'Australie avait conclu qu'en termes globaux ce problème était mineur car les pertes potentielles étaient infinitésimales par rapport au gain total et seuls quelques pays confronteraient des pertes ne touchant qu'un nombre restreint de produits de base. Il fallait envisager des programmes structurels visant à accroître la compétitivité internationale de ces pays afin de leur permettre d'ajuster leur économie, et administrer un financement compensatoire. Mais ce n'était pas un problème que l'OMC était équipée pour régler – ces conseils et programmes spécialisés relevaient plutôt de la compétence de la Banque et du Fonds. L'Australie souhaitait connaître l'avis des Membres quant à la meilleure façon de régler ces questions.

#### B. RÉPONSES DE MM. WOLFENSOHN ET KÖHLER

60. Le Président de la Banque mondiale a déclaré que les études de la Banque sur les préférences commerciales révéleraient qu'en dépit de certaines pertes, il n'y avait aucune raison de ne pas poursuivre les négociations multilatérales. Les préférences avaient un palmarès décevant, elles étaient sous-utilisées et privaient de débouchés des exportateurs non privilégiés, parfois aussi pauvres ou plus pauvres que les bénéficiaires. Bien que consciente de la motivation politique des régimes de préférences, la Banque était prête à mettre à disposition les résultats de ses études. M. Wolfensohn était impressionné par le consensus selon lequel les trois institutions pouvaient et devaient faire plus sur la question de la cohérence, en ce qui concernait tant l'analyse des effets économiques et sociaux que le renforcement des capacités. Cela correspondait exactement à la position de la Banque. Sachant que les stratégies d'assistance aux pays et les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté ne contenaient guère de programmes en matière de commerce, la Banque s'efforçait de renforcer ce volet d'activité. Quant au Cadre intégré, qui était la plus forte expression de la cohérence, M. Wolfensohn reconnaît que la modification des règles du programme relatif au commerce ne pouvait que procurer des avantages lorsque les pays pourraient tirer parti de nouvelles possibilités d'accès aux marchés. Le modèle développemental de la Banque mondiale – édifier l'infrastructure, améliorer l'accès à l'éducation, renforcer les capacités – concernait les aspects pratiques de l'action visant à mettre les pays en développement en situation de tirer parti des possibilités créées par le système commercial et de surmonter les difficultés résultant de la libéralisation. En conclusion, M. Wolfensohn a noté avec satisfaction la résolution avec laquelle les ambassadeurs auprès de l'OMC avaient affirmé, comme en témoignait le débat, leur appui à ce partenariat à trois sur la cohérence.

61. Le Directeur général du Fonds monétaire international a présenté ensuite ses observations sur le débat qui s'était déroulé jusque-là. Il a fait observer tout d'abord que l'objectif de la cohérence était de faciliter la croissance – la croissance n'était pas la solution de tous les maux mais sans elle il était impossible de progresser. Le commerce était un vecteur essentiel de la croissance; la situation

différait d'un pays à l'autre, mais l'ouverture du système commercial était favorable à la croissance. Le débat sur la mondialisation révélait manifestement la nécessité d'une participation accrue qui, bien entendu, comportait des risques autant que des opportunités. Plus précisément, le Directeur général du FMI était d'avis que le rôle du Fonds consistait notamment à faire plus pour prévenir les crises, au moment où cette organisation avait entrepris un large processus de changement et de réforme – la conditionnalité étant manifestement source de difficultés, celle-ci avait été rationalisée – mais une certaine forme de conditionnalité restait nécessaire pour assurer un niveau suffisant de réalisations. Il avait constaté à l'expérience que les systèmes économiques moins ouverts étaient plus sujets à crises. En Amérique latine, par exemple, une intégration commerciale accrue constituerait, pour les pays excessivement endettés, un moyen de prévenir les crises. Comme le représentant de l'Inde, il estimait qu'il ne fallait pas faire d'idéologie et qu'il n'y avait pas de remède universel. En d'autres termes, il fallait échelonner soigneusement la libéralisation du compte de capital. Il n'existait certes aucune solution instantanée et il faudrait encore un certain temps, mais l'objectif devait rester l'ouverture car les pauvres pouvaient profiter d'une plus grande ouverture. On avait sous-estimé l'importance de la bonne santé des institutions – en l'absence d'un gouvernement capable de faire respecter l'état de droit, la libéralisation ne fonctionnerait pas. M. Köhler estimait que le FMI devait redoubler d'efforts afin de préserver la stabilité financière, et se concentrer sur l'adéquation des régimes de taux de change. Là encore, il n'existait pas de remède universel, bien que les faits semblaient indiquer que la flexibilité permettait à l'économie de mieux absorber les chocs. En somme, le réalisme des taux de change était un élément indispensable de l'intégration. L'assistance technique du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale était vitale et, à l'expérience, M. Köhler avait constaté que, le plus souvent, ce n'était pas l'absence de volonté politique mais bien l'insuffisance des capacités qui faisait obstacle à une intégration plus complète. Il estimait que le FMI devait et pouvait accélérer ses travaux relatifs aux régimes fiscaux pour assurer que ceux-ci n'étaient pas défavorables aux exportations. Il n'y avait aucune excuse pour ne pas achever le Cycle de Doha dans les délais prévus et en sanctionner le succès à la conférence de Cancún et, en outre, le FMI ne saurait être désigné comme bouc émissaire. Il appartenait à chacun de faire les efforts nécessaires. L'économie mondiale, encore fragile, avait besoin de la stimulation que lui apporterait la preuve que la communauté internationale pouvait agir de concert dans le même sens. M. Köhler estimait nécessaire d'améliorer la coordination entre les Ministres du commerce, des finances et du développement. Les Ministres des finances étaient très conscients de l'importance du commerce. Prenant acte des points soulevés au sujet des règles de l'OMC et du fait qu'elles offraient une plus grande flexibilité que certaines conditions du Fonds, il a signalé qu'il étudierait la question. S'agissant du manque à gagner des recettes publiques, il estimait possible de le compenser pour partie en réfrénant les exonérations fiscales. Quant aux préférences commerciales, il était excessif de les présenter comme favorables aux pauvres; l'objectif à long terme devrait être la libéralisation du régime NPF.

#### C. DÉCLARATIONS

62. Le représentant de la Jamaïque, estimant que la présence des chefs de secrétariat des trois organisations internationales était un signe indubitable de l'importance que la communauté internationale attachait à la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, a exprimé la reconnaissance de sa délégation pour la documentation détaillée et informative dont le Conseil général était saisi.

63. En premier lieu, sa délégation estimait que la cohérence n'était pas une fin en soi. Il était beaucoup plus important de savoir ce qu'elle permettait de réaliser. La nature des politiques qui seraient l'objet d'une approche cohérente était plus importante que la cohérence elle-même. En matière de commerce, la Jamaïque préférait apprécier la cohérence au rapprochement qu'elle permettait par rapport à l'objectif de Marrakech. En d'autres termes, la cohérence devait contribuer – ou servir – à assurer que les pays en développement, surtout les moins avancés d'entre eux, obtiennent une part de l'expansion du commerce international qui soit proportionnelle aux besoins de leur développement économique. Malheureusement, cet objectif n'était pas atteint. Le programme

opérationnel commercial de la Banque mondiale ("The World Bank's Operational Trade Agenda", document du 9 avril 2003) arguait que les pays en développement plus pauvres, notamment les moins avancés d'entre eux, n'avaient pas du tout réalisé de bonnes performances. La part d'exportations des PMA était tombée de 3 pour cent dans les années 50, avant la libéralisation, à 0,5 pour cent à l'heure actuelle. Cette réalité indiquait qu'un certain nombre de priorités liées à la cohérence – ce dont se réjouissait la Jamaïque – mobilisaient effectivement l'attention et constituaient des secteurs de concentration pour les travaux des institutions de Bretton Woods. Cela devrait peut-être aboutir à un regain d'analyse et de réflexion objective sur les rapports entre le commerce et la croissance. On savait cependant, comme dans le cas de projections concernant les gains de prospérité des cycles précédents et du cycle en cours, que l'on pouvait faire valoir – et on le faisait souvent valoir – que le problème résidait dans l'anémie des réformes internes. La Jamaïque se félicitait des programmes opérationnels et des travaux analytiques qui étaient en cours dans des domaines intéressant les trois institutions et leurs membres, par exemple: les contraintes liées à l'offre; certains aspects de l'accès aux marchés, notamment la facilitation des importations et des échanges; les préférences commerciales; l'appui à l'ajustement; la libéralisation commerciale et financière; et les accords commerciaux régionaux et le traitement spécial et différencié. S'agissant des préférences, question qui intéressait la Jamaïque, l'intervenant s'est référé aux observations du représentant de l'Australie, tirées du paragraphe 21 de la note du Secrétariat, et à la récente étude du FMI estimant les pertes en termes de prospérité dues à l'érosion des préférences. C'était là un domaine qui exigeait une analyse objective plus approfondie en vue de parvenir à une solution acceptable. Le représentant de la Jamaïque avait trouvé intéressant le point de vue résolu du Directeur général du FMI sur la question des préférences. Quant à savoir si les préférences commerciales étaient bonnes ou mauvaises pour les pauvres, et si elles devaient ou non être supprimées, la seule observation que la Jamaïque pouvait formuler à ce stade était que l'on ne saurait, en toute logique, faire valoir simultanément que les préférences commerciales accordant un traitement en franchise de droits et de contingents étaient une bonne chose pour les PMA, mais qu'elles étaient mauvaises ou préjudiciables pour leurs bénéficiaires qui éprouvaient des contraintes en termes de capacité ou d'offre. La Jamaïque jugeait nécessaire de traiter de certaines mesures spécifiques de politique afin d'assurer cohérence et logique dans les intérêts de nombreux pays en développement. Cela comprenait les conditionnalités des institutions de Bretton Woods et les rapports entre celles-ci et les obligations des Membres de l'OMC, notamment en ce qui concernait le rythme et l'échelonnement de la libéralisation, la nécessité d'éviter la conditionnalité croisée, et la préservation de la flexibilité dans les politiques. La Jamaïque estimait aussi que les différentes priorités des institutions multilatérales en matière de politiques devraient également être revues ou débattues périodiquement afin d'identifier d'éventuelles contradictions ou incohérences, notamment toutes celles qui risqueraient d'imposer aux membres un fardeau excessif. Par exemple, pendant plusieurs dizaines d'années, les pays en développement avaient été encouragés par les institutions de Bretton Woods à pratiquer une politique de croissance induite par les exportations et à offrir une série d'incitations pour attirer l'investissement étranger. De nombreux pays en développement avaient suivi ce conseil et créé des zones de transformation pour l'exportation. Or nombre de ces activités étaient désormais illégales, l'OMC les ayant depuis qualifiées de subventions à l'exportation prohibées. Lorsque des centaines de milliers d'emplois et de nombreux points de pourcentage de PIB étaient en jeu, il ne suffisait pas de présenter des excuses. La Jamaïque espérait que le renforcement de la cohérence permettrait de régler ce genre de questions à l'avenir, et même les anticiperait avant qu'elles ne se posent. L'objectif ne devait pas consister à réduire la marge des politiques et à accroître la conditionnalité croisée, mais à instaurer en toute chose des règles plus propices au développement. Enfin, le représentant de la Jamaïque a fait observer que l'on avait souligné à juste titre l'importance des réformes internes dans les pays en développement. Dans ce contexte, sa délégation estimait que les politiques macro-économiques des principaux acteurs, ainsi que les politiques commerciales appliquées dans les secteurs déterminants, avaient une incidence marquée sur le commerce mondial et sur les possibilités commerciales des pays en développement. La Jamaïque considérait que l'examen des politiques macro-économiques des pays développés et de leurs incidences sur le commerce mondial et la croissance mondiale constituerait – et devait constituer – un aspect important de la cohérence économique axée sur le commerce.



64. Le représentant de l'Indonésie a remercié les chefs de secrétariat des trois organisations pour leurs remarques succinctes et exhaustives qui, de l'avis de sa délégation, se renforçaient mutuellement. Comme nombre d'autres pays, l'Indonésie partageait le point de vue exprimé par le Directeur général dans la note du Secrétariat (WT/TF/COH/S/7) selon lequel l'OMC avait notamment pour fonction essentielle de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial car la cohérence assurerait aux Membres un système commercial ouvert, fondé sur des règles et fonctionnant bien, plus prévisible et efficace pour les pays en développement Membres.

65. La délégation indonésienne notait avec plaisir qu'au cours des années, la coopération entre les trois institutions avait visé en particulier à aider les pays en développement et les PMA à tirer plus largement profit de leur participation au commerce international. La vraie question à régler à l'OMC consistait cependant à faire progresser un programme d'action significatif en matière de commerce et de développement. Quelles seraient les étapes suivantes? À cet égard, l'intervenant souhaitait soulever certains points auxquels les Membres pourraient réfléchir. Premièrement, de vrais progrès devaient être réalisés cette année sur les négociations dont l'OMC avait reçu mandat dans le domaine de l'agriculture. Comme l'avait signalé le Directeur général au paragraphe 3 de la note du Secrétariat: "la pauvreté rurale est la forme de pauvreté la plus destructive et endémique du monde, et ce problème réside en grande partie dans la persistance de niveaux élevés de restriction et de distorsion des échanges commerciaux de produits agricoles", et l'Indonésie considérait donc que l'on pourrait commencer par réduire ces obstacles et subventions. Deuxièmement, l'allégement de la dette aiderait les pays pauvres à économiser une plus grande partie de leurs ressources existantes, car seul un accroissement des exportations leur permettrait d'obtenir de nouvelles ressources. Il ne fallait pas laisser se contracter leur part des échanges mondiaux, mais plutôt améliorer immédiatement leurs possibilités d'accès aux marchés. Troisièmement, l'accroissement de l'assistance technique et de la formation grâce à une assistance dans tous les domaines relatifs à la mise en œuvre des obligations de l'OMC restait à la charge de l'OMC et de ses Membres. L'Indonésie appuyait le Directeur général dans son intention de répondre aux demandes des pays en développement et des PMA en matière d'assistance pour la mise en œuvre des engagements qu'ils avaient pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Cependant, ces pays nécessitaient également une aide pour permettre à leurs fonctionnaires chargés des questions commerciales de jouer un rôle effectif au sein des mécanismes institutionnels de l'OMC. Quatrièmement, étant donné les liens qui existaient entre les différents aspects de la politique économique, il était nécessaire que les institutions internationales compétentes dans chacun de ces domaines suivent des politiques cohérentes qui se renforçaient mutuellement. L'OMC devrait poursuivre et développer la coopération avec les organisations internationales compétentes dans les domaines monétaire et financier, en évitant d'imposer aux gouvernements une conditionnalité croisée ou des conditions additionnelles.

66. Le représentant des Communautés européennes a déclaré que non seulement la présence des chefs de secrétariat de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI témoignait visiblement de l'importance que toutes les parties attachaient à la poursuite ininterrompue du mandat relatif à la cohérence, que l'OMC avait reçu à l'origine à Marrakech, mais encore que leurs exposés contenaient un puissant signal politique de leur résolution en faveur du succès du Programme de Doha pour le développement. Le fait que la libéralisation des échanges et des investissements, associée à une combinaison judicieuse de politiques intérieures et confortée par un climat international propice, était essentielle au développement durable des pays en développement, constituait le fil conducteur commun de tous ces exposés. L'issue fructueuse du Programme de Doha pour le développement - dans les délais et selon les prescriptions et orientations données par les Ministres - accroîtrait la prospérité mondiale et contribuerait au développement durable. Comme l'indiquait la note du Secrétariat, le Programme de Doha pour le développement viendrait aussi compléter les efforts réalisés pour assurer le suivi des conférences de Monterrey et de Johannesburg et contribuerait à la réalisation des objectifs de développement pour le millénaire.

67. Le fait que le Programme de Doha était axé sur le développement était crucial. Le Programme serait mis en œuvre tant par les négociations sur l'accès aux marchés que par celles sur les règles, et il devait être complété par une action adéquate d'assistance technique et de renforcement des capacités. Sans cette dernière, l'ouverture effective des marchés risquait de demeurer chimérique. Des éléments de traitement spécial et différencié devaient soutenir l'intégration des pays en développement à un système unique, plutôt que de créer un système à deux vitesses fondé sur de nombreuses options de refus. Les études sur les politiques et l'appui direct fournis par la Banque mondiale et par le FMI pouvaient contribuer à la réalisation de cet objectif. De même – comme avec les arrangements pour les pays importateurs nets de produits alimentaires, qui avaient été convenus pendant le Cycle d'Uruguay – l'appui financier et technique des deux institutions pouvait constituer un important soutien à ceux des Membres de l'OMC, en particulier les pays en développement et les PMA, qui risquent de confronter à court terme les coûts de l'ajustement avant que ne se manifestent les avantages du Programme de Doha pour le développement. Il était certes nécessaire de poursuivre les efforts visant à promouvoir la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, mais il ne fallait pas oublier que la cohérence des politiques commençait à l'intérieur, au niveau national. Cela valait tant pour les pays développés que pour les pays en développement, même si les défis de politique étaient différents. Lorsque la Banque et le Fonds appuyaient activement les stratégies nationales individuelles des pays, il était important qu'ils accordent toute l'attention voulue aux questions commerciales.

68. La délégation des Communautés européennes convenait avec le Directeur général que l'assistance technique et le renforcement des capacités demeuraient un volet prioritaire pour la coopération entre les trois organisations. Le résultat net devrait être une prise en compte accrue des considérations commerciales dans les programmes d'assistance technique, faisant fond sur une intégration effective du commerce aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté et de développement. Sans cette prise en compte, la contribution du Programme de Doha au développement ne réaliserait jamais pleinement son potentiel.

69. Déjà en 2000, l'Union européenne avait identifié le commerce comme une des six priorités de sa politique de développement. Depuis Doha, la Commission européenne avait systématiquement soulevé la question du couplage entre commerce et développement auprès de ses partenaires de développement du monde entier, ce qui s'était traduit par l'inclusion du commerce dans la plupart de ses stratégies nationales et régionales. Les financements futurs disponibles pour l'assistance liée au commerce s'élevaient à 2 milliards d'euros pour les cinq prochaines années, montant qui augmenterait probablement, si les pays en développement le souhaitaient, dans le cadre du processus d'examen à mi-parcours des documents de stratégie nationale et de stratégie régionale. Ce financement assurait la poursuite appropriée des projets liés au commerce, actuellement en cours, qui s'élevaient à 1,5 milliard d'euros, et les niveaux prévus témoignaient que l'Union européenne était pleinement engagée en faveur du programme commerce et développement. Mais cela ne pouvait aboutir à de réels changements sur le terrain ni à l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral que si les pays en développement eux-mêmes intégraient le commerce à leurs politiques nationales et régionales de développement. Des choix difficiles devaient être faits pour parvenir à cette intégration et à cette prise en charge par les pays. L'Union européenne continuerait de collaborer avec le FMI, la Banque mondiale et les autres institutions internationales et donateurs bilatéraux, et d'apporter tout son appui à ce processus. L'élaboration des politiques et la prestation d'assistance technique liée au commerce, depuis le développement de la réglementation et des institutions jusqu'au développement des aspects concernant l'offre, étaient cruciales pour créer un climat qui soit propice au développement et qui intéresse à la fois les investisseurs locaux et les investisseurs étrangers.

70. Le Cadre intégré était un excellent exemple d'expression concrète de la cohérence, notamment pour ce qui concernait son objectif principal consistant à intégrer le commerce aux programmes nationaux de développement et aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Il y avait un avantage inestimable à évaluer les politiques et initiatives de développement du point de vue de leurs

effets sur le commerce et, à travers le commerce, de leurs répercussions sur la croissance économique. À terme, le rythme de la croissance économique devait dépasser celui de l'expansion démographique pour qu'un pays puisse créer un système d'enseignement adéquat et des régimes de santé et de sécurité sociale qui contribuent à la prospérité accrue de sa population. Le commerce international pouvait être un moteur de la croissance économique, or le Cadre intégré était conçu pour mettre en œuvre une approche cohérente et intégrée. Sur la base de l'expérience, la Communauté avait conclu qu'une participation énergique et précoce du gouvernement national favorisait le sentiment de prise en charge par le pays, élément indispensable au bon fonctionnement du Cadre intégré. En un même temps, des consultations précoces avec la communauté des donateurs permettraient un suivi immédiat des études diagnostiques de l'intégration du commerce et limiterait le recours au Guichet II du Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré. Si ce processus était géré vigoureusement, des fonds seraient disponibles auprès de donateurs bilatéraux et multilatéraux, ainsi que du secteur privé, pour un large éventail de projets et de programmes, depuis le renforcement des institutions jusqu'au développement de l'offre et aux investissements productifs.

71. La libéralisation des échanges et l'accès aux marchés étaient des éléments cruciaux du Programme de Doha pour le développement – qu'il s'agisse de l'agriculture, des produits non agricoles ou des services. Comme y avait fait allusion le Directeur général du FMI, la croissance des échanges était déterminante pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté, mais l'existence à l'OMC de règles solides et améliorées pourrait aussi contribuer au suivi de la stabilité financière.

72. Comme en témoignaient les intéressants travaux réalisés à l'OMC par le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances, l'existence d'un système solide, fondé sur des règles, contribuait pour beaucoup à assurer la stabilité, la prévisibilité et la sécurité de l'économie, particulièrement en période de crise économique ou financière. Les règles de l'OMC compliquaient certainement le recours au protectionnisme et contribuaient à maintenir l'ouverture des marchés afin d'assurer que les économies frappées par les crises pouvaient compter sur la continuité des exportations qui étaient leur source de devises et d'expansion du revenu. Par exemple, la bonne conclusion à l'OMC d'un accord sur l'investissement pourrait être un facteur déterminant d'une amélioration de la stabilité et de la sécurité financières qui étaient essentielles à l'accroissement des apports d'investissements étrangers directs, en particulier dans les pays en développement. La bonne conclusion d'un accord sur la facilitation du commerce constituerait une très importante contribution de l'OMC à l'amélioration de la gestion des douanes.

73. En conclusion, la délégation des Communautés européennes se félicitait de la possibilité de tenir des réunions telles que celle d'aujourd'hui, qu'elle considérait comme la meilleure expression possible de l'effort de cohérence réalisé en commun par les trois organisations. Les Membres devraient faire fond sur ces travaux et s'attacher à établir et à perfectionner sans cesse la coopération en matière d'analyse des politiques, d'assistance technique liée au commerce et au-delà. Une cohérence effective entre les politiques commerciales, financières et de développement constituait l'axe central d'une démarche globale vers un monde meilleur et plus équitable.

74. Le représentant de la Corée s'est félicité, au nom de sa délégation, d'avoir l'occasion de tenir un débat sur l'importante question de la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques générales avec la participation du Directeur général du FMI et du Président de la Banque mondiale. Il a aussi remercié le Secrétariat de sa note (WT/TF/COH/S/7), élaborée en consultation avec les services du FMI et de la Banque mondiale, qu'il trouvait très utile et qui, à son avis, fournissait ample matière à réflexion.

75. La cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial était une question complexe qui devait être abordée sur trois plans: développement; relations entre libéralisation des échanges et stabilité financière; et coopération institutionnelle entre l'OMC et les institutions financières et monétaires internationales. Dans l'optique du développement,

l'accroissement de l'accès aux marchés pouvait contribuer de façon déterminante au progrès vers la cohérence. Comme il était signalé au paragraphe 2 de la note du Secrétariat, dans les circonstances économiques actuelles, la plus grande contribution que l'OMC pouvait faire à l'amélioration de la cohérence dans l'élaboration des politiques était de faire avancer le programme de travail de Doha. L'accroissement de l'accès aux marchés qui résulterait de l'issue favorable des négociations du Programme de Doha pour le développement contribuerait manifestement à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques commerciales, financières et de développement.

76. Le représentant de la Corée a ensuite abordé la question de la cohérence sur la base de la relation entre libéralisation des échanges et stabilité financière. En général, ces deux concepts se renforçaient mutuellement en ce sens que la libéralisation des échanges, caractérisée notamment par l'accroissement de l'accès aux marchés pour les biens et les services, pouvait améliorer la stabilité et, partant, contribuer à la cohérence.

77. Dernièrement, la crise financière asiatique avait souligné la relation entre les deux. L'économie mondiale avait relativement bien surmonté la crise asiatique, en partie grâce à la stabilité et à la sécurité conférées par le système commercial multilatéral fondé sur les règles de l'OMC. Comme le signalait le paragraphe 38 de la note du Secrétariat, les règles du système commercial avaient joué un rôle tampon, maintenant les marchés ouverts et garantissant que la crise financière n'évoluait pas en crise commerciale également. Mais pendant la crise financière asiatique, les pays affectés avaient cependant éprouvé des difficultés à accéder aux instruments traditionnels pour le financement des échanges. À cet égard, il était encourageant de constater que le FMI et la Banque mondiale revoyaient sérieusement leurs options pour l'appui au financement du commerce pendant les crises financières. La crise financière asiatique avait aussi contribué à illustrer l'importance de taux de change stables pour la conduite des opérations commerciales internationales. La question avait été soulevée sous forme d'allégations de "commerce déloyal" à l'encontre des fortes dévaluations monétaires auxquelles les pays touchés par la crise avaient procédé aux termes du plan de sauvetage du FMI. C'était là un autre domaine de coopération entre le FMI et l'OMC où il était possible d'instaurer une cohérence significative. Sur ce dernier point – la coopération institutionnelle entre l'OMC d'une part et le FMI et la Banque mondiale d'autre part, l'intervenant souhaitait se concentrer sur la nécessité d'assurer la compatibilité des conseils et recommandations du FMI en matière de politique avec les règles et disciplines de l'OMC. Comme indiqué au paragraphe 50 de la note du Secrétariat, on trouvait l'exemple d'un possible conflit entre les conseils du FMI et les règles de l'OMC dans le cas d'un Membre qui avait pris, en étroite coopération avec le FMI et la Banque mondiale, des mesures d'urgence, alors qu'il subissait une crise financière, afin de restructurer son secteur des finances et des entreprises, ce qui pouvait être remis en cause au regard des règles de l'OMC, y compris les procédures pour le règlement des différends. La Corée, qui avait soulevé la question à la réunion du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances en décembre de l'année précédente, souhaitait illustrer certains éléments centraux.

78. Pendant la crise financière asiatique, qui avait commencé en 1997, le FMI et la Banque mondiale avaient fourni à la Corée des prêts de sauvetage d'urgence et, au titre de la conditionnalité du FMI, le gouvernement coréen avait poursuivi des politiques conçues pour surmonter ses problèmes économiques structurels. Conformément aux recommandations du FMI, le gouvernement coréen avait restructuré son secteur financier afin de consolider les établissements bancaires et de renforcer leur solvabilité financière. Les principaux éléments de ces mesures avaient été débattus entre le gouvernement coréen et le FMI, et consignés dans les lettres d'intentions de la Corée au FMI. Les décaissements des prêts du FMI dépendaient de ces lettres d'intentions. Aux premiers stades de la restructuration financière, le gouvernement coréen a injecté dans le secteur financier d'importants volumes de fonds publics afin d'éponger les prêts improductifs et de reconstituer les fonds propres. Le montant total des fonds publics injectés s'était élevé à 125 milliards de dollars. Inévitablement, cet apport s'était transformé en participations publiques au capital des établissements financiers. Mais cette augmentation ne devait durer que le temps d'élaborer des plans pour la reprivatisation des

banques commerciales. La recapitalisation au moyen de fonds publics avait porté la participation de l'État dans les banques commerciales de 17 pour cent fin 1996 à 58 pour cent fin 1998. Le gouvernement coréen avait commencé à reprivatiser les banques commerciales en 1999 et la participation de l'État à leur capital était tombée à 34 pour cent fin 2001; on prévoyait que la reprivatisation serait terminée au cours des deux années à venir. De plus, comme prévu dans sa lettre d'intentions au FMI datée du 24 novembre 1999, le gouvernement coréen avait fidèlement observé le principe selon lequel les établissements financiers, même si leur capital appartenait à l'État, fonctionneraient sur une base strictement commerciale sans intervention publique dans la gestion quotidienne de leurs opérations. Suite à ces efforts, le secteur financier, désormais régi par les règles du marché, avait renoué avec la rentabilité début 2001, tandis que la Corée avait réussi à surmonter la crise financière, remboursant intégralement en août 2001, soit deux ans et huit mois avant l'échéance, le prêt d'urgence de 19,5 milliards de dollars accordé par le FMI. En juillet 2002, le ratio moyen de fonds propres des banques atteignait 11,4 pour cent, contre 6,7 pour cent en 1998. Ce chiffre était supérieur au critère de 8 pour cent de la BRI. Le gouvernement avait jusque-là recouvré quelque 35 pour cent des fonds publics injectés et il espérait atteindre bientôt un taux de recouvrement supérieur à 50 pour cent.

79. Néanmoins, la mise en œuvre par le gouvernement coréen de la réforme financière convenue avec le FMI et la Banque mondiale avait amené certains Membres de l'OMC – qui avaient en fait encouragé la Corée à accepter la conditionnalité du FMI – à contester juridiquement la compatibilité de ces mesures avec les obligations de la Corée à l'OMC. Ces Membres prétendaient que les mesures prises par la Corée pendant la crise financière constituaient des subventions pouvant donner lieu à une action aux termes des règles de l'OMC. Cet argument procédait de l'incompréhension des efforts réalisés par le FMI, la Banque mondiale et le gouvernement coréen en vue de restructurer le secteur des finances et des entreprises. Conformément à l'entente qu'il avait conclue avec le FMI et la Banque mondiale, et sur la base de larges consultations nationales, le gouvernement coréen avait mis en place un mécanisme par l'intermédiaire duquel les débiteurs et les créanciers pouvaient recourir au programme extrajudiciaire de restructuration des créances, qui leur permettait de convenir à l'amiable de conditions pour le sauvetage des entreprises en difficultés. De plus, le programme de restructuration des entreprises ne ciblait pas spécifiquement telle ou telle société ou branche d'activités. Dans le cadre du programme de restructuration, les remises de créances, les apports de fonds propres et les allègements d'intérêt étaient offerts à des conditions commerciales par les établissements financiers intéressés, agissant selon les règles du marché. Si des mesures prises sous la conduite du FMI et de la Banque mondiale pouvaient être contestées à l'OMC, la Corée craignait un effet pervers revenant à pénaliser les Membres qui entreprenaient des réformes financières nécessaires conformément aux recommandations des institutions financières internationales. Non seulement cela irait à l'encontre de l'objectif consistant à instaurer une plus grande cohérence entre l'OMC et le FMI, mais serait aussi lourd de conséquences pour les efforts futurs du FMI et de la Banque mondiale en vue du sauvetage des pays en proie à des crises financières.

80. Enfin, le représentant de la Corée a appelé l'attention sur le paragraphe 11 de la note du Secrétariat, où est mentionnée la nécessité d'identifier le meilleur instrument institutionnel dans le cadre de l'OMC à des fins de consultations avec le FMI et la Banque mondiale. La Corée estimait que c'était là une question des plus pertinentes qui méritait d'être étudiée plus avant compte tenu de l'importance croissante de la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial et de la coopération entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. Un tel organe remplirait une fonction utile en assurant en permanence le contrôle de la cohérence, y compris dans les domaines de coopération d'ores et déjà identifiés. La Corée accueillait favorablement et continuerait d'appuyer toute initiative de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale visant à améliorer la cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial. À cet égard, la Corée était prête à faire part aux autres Membres de l'OMC de l'expérience acquise pendant la crise financière africaine afin d'étudier les moyens de prévenir les crises financières futures et d'y réagir efficacement.

81. La représentante de Cuba a fait observer que les chiffres du commerce mondial récemment publiés par l'OMC reflétaient des incertitudes politiques et économiques croissantes dans le monde d'aujourd'hui, situation qui était préjudiciable à la croissance et au développement économiques et provoquerait probablement une recrudescence de l'instabilité dans le monde entier. Ces mots étaient empruntés à une récente allocution du Directeur général de l'OMC. La faible reprise du commerce de marchandises enregistrée en 2002 s'était inscrite dans un contexte marqué par le fléchissement de l'économie mondiale, la réduction des flux d'investissement, la volatilité des taux de change, la perte de confiance des entreprises, l'intensification des restrictions commerciales et la montée des tensions géopolitiques. L'Amérique latine avait connu une de ses pires années, la chute de la production ayant entraîné un chômage de 9,1 pour cent, chiffre le plus élevé des années 90. Tout cela avait amené Cuba à signaler l'importance de la cohérence à l'échelle mondiale des politiques institutionnelles internationales et la nécessité de coupler l'expansion des échanges internationaux aux taux de change et à l'ajustement des balances des paiements. Les brusques fluctuations de taux de change exerçaient des effets déstabilisants sur le commerce par l'intermédiaire des tensions inflationnistes et des difficultés à assurer le service de la dette. Les flux financiers étaient défavorables aux pays en développement, les flux privés étaient supérieurs aux flux officiels (ces derniers étant tombés de 5 pour cent au cours de la dernière décennie), ce qui rendait le financement plus coûteux. La dette privée avait augmenté de 24 pour cent, les prêts bancaires avaient été remplacés par des prises de participations, d'où une volatilité accrue du capital. L'intervenante était d'avis que le système économique et financier actuel ne répondait pas aux besoins et que les initiatives de réforme n'avaient pas abouti. Elle estimait que peu de pays en développement avaient profité de la libéralisation des échanges et que la plupart avaient vu leur économie se désindustrialiser à mesure que les étrangers faisaient concurrence aux industries nationales sur les propres marchés de ces pays. Les industries naissantes des pays en développement devraient être protégées et les produits devaient répondre à ce genre de préoccupations. Elle a aussi exprimé l'avis que la coopération internationale devrait viser à identifier de nouvelles procédures pour la renégociation de la dette. Les procédures actuelles favorisaient unilatéralement et exclusivement les créanciers. Le gouvernement cubain attachait une grande importance à l'objectif de 0,7 pour cent du PIB pour l'aide publique au développement, objectif qui n'avait toujours pas été atteint. La représentante de Cuba a aussi encouragé les trois institutions à faire preuve de cohérence en matière de développement et à identifier des dispositions pour le traitement spécial et différencié afin que les pays en développement puissent bénéficier du programme de travail de Doha. Il était essentiel d'établir la confiance nécessaire pour faire avancer le processus dès que possible.

82. Le représentant du Paraguay espérait que des initiatives telles que la réunion en cours aboutiraient à une cohérence nationale et internationale et permettraient, par l'application horizontale des politiques, la participation effective des pays en développement au système commercial multilatéral afin de promouvoir la réalisation de l'objectif – commun à tous – de croissance équitable et de réduction de la pauvreté. Il a signalé trois points que le Paraguay considérait essentiels. Premièrement, la nécessité de faire porter les efforts sur le renforcement de la confiance, comme mentionné par le FMI, dans le contexte du Cycle de Doha. L'Australie avait déclaré que son propre pays estimait que le progrès des négociations sur l'agriculture était primordial – à son avis, la Banque mondiale et le FMI pourraient aider à surmonter les obstacles à la réforme dans le secteur agricole. Les pays en développement avaient dû procéder à des ajustements structurels, faire face à l'instabilité, libéraliser de jeunes secteurs de l'économie et supprimer les subventions aux secteurs stratégiques, ce qui constituait des conditions rigoureuses pour pouvoir participer au système commercial. Ces conditions préalables étaient toujours exigées par les organisations internationales pour toute forme d'assistance offerte par ces institutions. Le protectionnisme dans les secteurs vitaux pour les pays en développement, par exemple l'agriculture, faisait obstacle au développement; il fallait trouver un moyen pour encourager certains pays développés à admettre la nécessité d'une réforme. Voilà l'équilibre qu'il fallait trouver. Le FMI avait mentionné la nécessité de coopérer en matière de services financiers et d'investissement. Ces secteurs étaient importants dans le processus de réforme structurelle des pays en développement, mais il était aussi nécessaire de recevoir une assistance

ournée vers l'extérieur dans les secteurs où les pays en développement étaient déjà compétitifs. Le Conseil du commerce des services avait récemment adopté des modalités de "crédit" pour la libéralisation autonome, domaine sur lequel devraient se concentrer les efforts afin de permettre aux pays en développement de participer effectivement aux négociations sur les services. Enfin, le FMI s'était référé au traitement spécial et différencié et avait abordé un très important sujet – l'accès aux marchés – qui était essentiel pour promouvoir la stabilité financière et produire des solutions durables aux problèmes de la dette extérieure. Dans ce cas, lorsque la Banque mondiale et le FMI élaboraient des programmes commerciaux préférentiels pour les pays à faible revenu, ils devraient tenir compte des effets que ces mesures exerçaient sur les pays à faible revenu exclus des préférences. La pleine participation des pays en développement devait être étudiée à l'échelle mondiale; le fait de favoriser certains pays créait parfois d'énormes difficultés à d'autres. Enfin, citant le paragraphe 5 de la note du Secrétariat: "Le FMI et la Banque mondiale ont les moyens d'appuyer de diverses façons l'obtention de résultats ambitieux et positifs à l'achèvement des négociations de Doha sur l'accès aux marchés", le représentant du Paraguay a dit que son pays avait foi dans cette affirmation et était persuadé qu'elle se concrétiserait.

83. Le représentant du Pakistan s'est réjoui de la tenue de la réunion en cours et du fait que le Directeur général de l'OMC ait assisté en avril à la réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI). De nombreux délégués avaient fait référence aux questions de cohérence qui se posaient au niveau national entre les Ministères des finances, du commerce et du développement économique. Le Pakistan estimait que cette cohérence existait déjà en grande mesure dans la plupart des pays. Il restait à instaurer la même cohérence au niveau international. La question consistait à la rendre plus concrète. Les paragraphes 10 et 11 de l'excellente note du Secrétariat contenaient certaines propositions visant à accroître la cohérence. Le Pakistan était d'accord avec ces recommandations, mais il considérait que l'on pouvait aller plus loin. À cet égard, les propositions formulées par le FMI pourraient vraiment changer les choses.

84. On avait notamment soulevé la question d'un soutien financier pour les réformes. L'intervenant estimait que grâce à l'appui financier apporté par le FMI aux pays en difficultés de balance des paiements, très peu de pays demandaient désormais des dérogations pour imposer des restrictions à l'importation. En sa qualité de Président en exercice du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, l'intervenant était bien placé pour savoir qu'aucune demande de dérogation n'était en instance au Comité. Cependant, il était généralement entendu que l'appui du FMI, disponible à des taux d'intérêt très faibles, était destiné aux importations de biens manufacturés. Le FMI disposait d'un autre mécanisme – le Mécanisme de financement compensatoire – pour l'appui aux importations et exportations de produits agricoles. Mais comme ce mécanisme était accessible à des taux d'intérêt plus élevés et les demandes de prêts peu nombreuses de ce fait, l'intervenant proposait que l'accès au Mécanisme de financement compensatoire soit assoupli pour les pays qui pourraient avoir besoin d'une assistance financière pour les aider à faire face à des réformes agricoles et à la suppression d'un accès préférentiel aux marchés. Il serait dès lors possible de soutenir et d'entretenir les réformes relatives à l'accès aux marchés grâce au soutien financier du FMI. En variante, le FMI pourrait appuyer une proposition qui était à l'examen à l'OMC et qui visait à créer un fonds spécial de développement pour les importations et exportations de produits alimentaires.

85. Quant à la surveillance des politiques commerciales, le représentant du Pakistan a fait observer que l'OMC l'exerçait dans une certaine mesure par l'intermédiaire des examens de politique commerciale et du tour d'horizon annuel de l'évolution du système commercial, réalisé par le Directeur général. Il s'agissait d'activités de routine sans mécanisme de suivi. Il serait répétitif que le FMI se livre à un exercice similaire, à moins qu'il n'y ait un suivi. De plus, le FMI pouvait exercer beaucoup de pressions sur les pays emprunteurs mais non sur les pays qui n'avaient pas besoin de son financement.

86. S'agissant de l'assistance technique et du renforcement des capacités, le Directeur général avait réalisé de sérieux efforts à cet égard et un document commun sur la cohérence avec l'OCDE en matière d'assistance technique avait été publié en début d'année. Si elle pouvait être étendue au FMI et à la Banque mondiale, cette cohérence présenterait un bilan coûts-efficacité supérieur et donnerait des résultats encore meilleurs.

87. La délégation du Pakistan accueillait favorablement les principaux points identifiés par la Banque mondiale dans le contexte du Programme de Doha pour le développement. Les priorités signalées étaient: la réforme de l'agriculture et la réduction des subventions; un cadre général sur le traitement spécial et différencié et une approche généralisée pour la réalisation d'un tel traitement; et un accès accru aux marchés. Le Directeur général avait aussi mis l'accent sur l'accès aux marchés comme la clef du succès du Cycle du développement. Les efforts conjoints des trois institutions pouvaient contribuer à réduire les obstacles, en particulier pour les produits intéressant les pays en développement. L'intervenant a instamment demandé que toute action en matière de convergence vise à améliorer la mondialisation et à multiplier les possibilités commerciales des pays qui n'avaient pas été en mesure de développer leurs échanges et de réaliser ainsi un niveau souhaitable de croissance et d'éviter la marginalisation. Il a encouragé le Directeur général à poursuivre sa tâche salubre et il a fait observer que les efforts en vue d'une plus grande cohérence étaient aussi un moyen d'assurer l'achèvement en temps opportun du Cycle de Doha.

88. L'expérience acquise directement par le Pakistan dans le cadre de sa collaboration avec les trois organisations internationales avait démontré que les pays en développement pouvaient tirer pleinement parti des instruments commerciaux internationaux dès lors qu'existait une "cohérence développementale" dans les politiques de trois organisations. Il a signalé, à titre d'exemple, la libéralisation des droits de douane au Pakistan. L'approche du FMI était rigoureuse et se fondait sur des objectifs à échéance de deux à trois ans. L'OMC pratiquait une approche modérée et les cycles de réductions tarifaires pouvaient être beaucoup plus longs. En outre, des exceptions étaient possibles. Suite à son programme de réforme tarifaire avec le FMI, le Pakistan avait radicalement réduit ses droits de douanes appliqués. Toutefois, les taux des droits consolidés demeuraient trop élevés (pour ce qui concernait l'OMC). Pour protéger l'industrie locale contre des pratiques déloyales telles que le dumping, le Pakistan devait faire usage d'instruments correctifs commerciaux de l'OMC tels que des mesures de protection antidumping ou compensatoires. Le Pakistan n'ayant pas enfreint ses consolidations tarifaires, il n'existait aucun mécanisme pour protéger son industrie et donc, a conclu l'intervenant, les autres pays – mais non ceux qui suivaient des programmes de réforme – pouvaient recourir à des mesures correctives commerciales.

89. Comme les intervenants précédents, le représentant du Chili s'est félicité de l'initiative qui avait permis de tenir la réunion en cours, ainsi que des renseignements de base fournis par les services et des exposés des chefs de secrétariat des trois organisations internationales. Il souhaitait soulever trois points: il recommandait une analyse collective – ce qui n'était pas réalisé fréquemment – de la situation de l'économie, du commerce et de l'investissement dans le monde, afin de parvenir à une conclusion collective quant à leur comportement projeté et à la façon de définir les politiques intérieures dans ce contexte. Il estimait aussi utile de procéder parallèlement, en collaboration avec le Fonds et la Banque, à une analyse critique des politiques commerciales et de leur cohérence avec les objectifs de l'OMC. Prenant note des exemples cités par la Corée et le Pakistan, la délégation chilienne considérait important d'assurer la convergence des institutions et des politiques définies au niveau national. S'agissant de l'assistance technique, celle-ci avait été mentionnée comme un axe majeur de la cohérence. La délégation chilienne estimait que l'interface principale était une chose différente. Tout ce qui se faisait à l'OMC supposait un ajustement à des coûts sociaux, économiques et politiques. Ceux-ci exigeaient, surtout dans le cas des plus faibles, l'appui de la communauté internationale par l'intermédiaire des différentes institutions. La Banque et le Fonds avaient donné des informations sur ce qu'ils pouvaient faire en matière d'élaboration de politiques de finances publiques pour compenser le manque à gagner résultant de la baisse des prélèvements douaniers. La



Banque avait aussi beaucoup fait pour améliorer le cadre réglementaire des services afin de faciliter la libéralisation. La délégation chilienne se joignait à la délégation australienne pour souligner que les préférences commerciales ne devaient pas devenir un obstacle à la libéralisation et que leur suppression ne devait pas non plus avoir une incidence dramatique sur la vie de nombreux habitants des pays en développement. L'érosion des préférences intervenait dans le cadre de la libéralisation unilatérale et des arrangements bilatéraux, mais il importait de connaître l'ordre de grandeur du problème dans le contexte multilatéral. En éliminant les subventions agricoles, ce qui devrait améliorer la situation des pays en développement en matière d'accès aux marchés, il importait de savoir qui allait payer, qui fournirait les paiements compensatoires, et qui agirait du côté de l'offre. La Banque et le Fonds pourraient contribuer sensiblement au processus d'ajustement. Tels étaient les trois domaines dans lesquels l'intervenant estimait que la coopération devrait être renforcée et pratiquée plus régulièrement et plus systématiquement.

90. Le représentant de la Barbade a dit que sa délégation se réjouissait de participer à l'avenir à des réunions similaires sur la cohérence. Il a expliqué que son pays possédait une économie en développement très ouverte, mais exiguë et vulnérable. La Barbade était un pays en développement importateur net de produits alimentaires, bénéficiaire de préférences, dont la part du commerce de marchandises était si importante qu'elle était chiffrée à 0,00 pour cent dans les statistiques de l'OMC. La Barbade était essentiellement tributaire du commerce des services et elle espérait qu'elle ne confronterait pas à l'avenir des situations où, faute d'une structure mondiale appropriée, des organisations de quelques pays développés tenteraient de faire appliquer des règles qui porteraient préjudice à son secteur des services. La Barbade était l'un des pays qui souffrirait de l'érosion des préférences. Son commerce des marchandises ne représentait pas une part importante des échanges mondiaux, mais il occupait une place appréciable dans sa modeste économie. Dès lors, toute contraction de ce commerce aurait des conséquences immédiates sur le niveau d'activité économique et des incidences majeures aux plans social et autres. La Barbade devrait certainement procéder à d'importants ajustements. L'intervenant avait écouté attentivement les propos du Fonds et de la Banque mondiale au sujet des préférences, mais sa délégation n'était pas convaincue et souhaitait des éclaircissements sur deux points. Premièrement, quel serait le degré de distorsion causé aux échanges mondiaux, toutes choses égales d'ailleurs, par une part de 0,00 pour cent et, deuxièmement, comment la Banque et le Fonds envisageaient-ils d'aider des pays comme la Barbade à procéder aux ajustements nécessaires, compte tenu que la Barbade n'avait pas accès aux fonds de la Banque? La Barbade subirait aussi un manque à gagner à raison de la réduction et de l'élimination de droits de douane, ce qui nécessiterait aussi un ajustement complémentaire. Cela n'était pas une question de réforme fiscale. Avec l'aide du Fonds, la Barbade avait déjà mis en place une TVA de 17,5 pour cent en 1996 et le tarif douanier actuel et le régime de la TVA ne prévoyaient qu'un très petit nombre d'exemptions. Cela confirmait bien que le même remède ne saurait convenir à tous.

91. Là aussi, l'intervenant souhaitait que le Fonds et la Banque lui disent comment ils envisageaient d'aider les pays comme la Barbade à élaborer des politiques et à procéder aux autres ajustements qui deviendraient nécessaires le moment venu du fait de la suppression des droits de douane sur les produits industriels. Il pensait que pour la Barbade, petit pays en développement, l'existence d'un système multilatéral fort offrait les meilleures chances d'obtenir un traitement juste et équitable en ce monde. La Barbade était donc en faveur du multilatéralisme et soutenait pleinement les efforts réalisés par le Fonds, la Banque et l'OMC afin de collaborer à l'élaboration de politiques cohérentes pour leurs membres. Son gouvernement souscrivait aussi à la nécessité de mettre en œuvre des politiques cohérentes au plan intérieur, mais l'expérience avait aussi démontré que, sans une cohérence similaire au niveau international ou mondial, les pays comme le sien seraient toujours laissés en périphérie. La Barbade suivait avec un vif intérêt le débat sur les avantages de la mondialisation et de la libéralisation, car elle n'était que trop consciente qu'en dépit des importants avantages potentiels offerts par l'une et par l'autre, aucun système n'était en place pour garantir que ces avantages seraient équitablement répartis. Une raison à cela était que si leurs adeptes consacraient une grande partie de leur temps à parler de l'accroissement de la prospérité dans le monde, ils ne

passaient pas autant de temps à préconiser la mise en œuvre d'un système de bonne gouvernance mondiale qui assurerait à tous les pays la justice sociale et économique. Ainsi, les petits pays comme la Barbade devaient toujours lutter pour éviter de disparaître de la surface du monde. En conclusion, le représentant de la Barbade souhaitait recueillir les vues du Fonds et de la Banque sur la question de la bonne gouvernance mondiale et des moyens de la garantir.

92. Le représentant de l'Égypte s'est félicité d'avoir eu la possibilité d'écouter les points de vue de l'OMC, de la Banque mondiale et du Fonds sur la très importante question de la "cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial". Il appuyait la déclaration du Maroc, coordinateur du Groupe africain, et souhaitait réitérer à nouveau sa reconnaissance pour la fructueuse collaboration menée entre l'OMC et les institutions de Bretton Woods depuis 1996, ainsi que pour l'assistance technique très gratifiante et prometteuse qu'elles fournissaient. Mais face à la complexité du programme des négociations commerciales, il estimait qu'une assistance technique accrue était nécessaire pour contribuer à assurer un meilleur avenir au monde en développement, essentiellement en réalisant une plus forte réduction de la pauvreté et en parvenant à un niveau plus élevé de stabilité financière. Il pensait aussi que les institutions de Bretton Woods étaient bien placées pour étudier et analyser les éventuelles incidences défavorables qui risqueraient de résulter du processus de négociation et pour réfléchir aux différentes mesures correctives qui pourraient offrir une compensation adéquate. L'appui aux réformes des politiques nationales et la prestation d'une assistance technique aux pays marginalisés, ou aux pays en développement dans le besoin, étaient des préalables indispensables pour assurer un système commercial multilatéral viable et global. Toutefois, bien que cela soit important en soi, le représentant de l'Égypte estimait que le nœud de la question résidait dans l'accès aux marchés et dans l'adoption collective de mesures d'ordre pratique visant à améliorer la situation des exportations des pays en développement, et dans le refus de mesures et de règles qui marginaliseraient encore davantage les intérêts des faibles. Enfin, il a exprimé l'espoir que l'OMC parviendrait rapidement à une décision consensuelle concernant le statut d'observateur demandé par toutes les organisations internationales ou régionales qui ne bénéficiaient pas encore du même niveau de coopération dans le cadre de mémorandums d'accord ou aux termes d'accords. Cela ouvrirait la voie à un développement accru des relations de coopération entre l'OMC et les deux insignes institutions de Bretton Woods, dans le but premier de réaliser des niveaux optimaux de cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

93. La représentante de l'Oman a dit que sa délégation se joignait aux autres Membres qui avaient souligné l'importance d'une amélioration de la coopération entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. L'assistance technique et le renforcement des capacités pour les pays en développement étaient aussi importants, surtout pour les pays d'accession récente qui avaient pris des engagements à grande échelle et avaient besoin de délais pour s'y ajuster et les mettre en œuvre. À cet égard, elle a signalé l'importance pour les pays en développement du traitement spécial et différencié qui, lorsqu'il était accordé sous forme de périodes de transition, pouvait aider ces pays à s'ajuster de façon plus flexible et plus appropriée. Une évaluation des difficultés que confrontaient certains nouveaux Membres en matière de ressources financières et humaines lorsqu'ils tentaient de mettre en œuvre leurs engagements à grande échelle pourrait aider le groupe sur la cohérence à mieux appréhender les problèmes que confrontaient les pays en développement ainsi que le type d'assistance technique dont ils avaient besoin. Enfin, la délégation omanaise estimait également important de tenir des réunions sur la question de la cohérence et elle appuyait l'Égypte au sujet du statut d'observateur pour les organisations intergouvernementales régionales et internationales.

94. Le représentant de la Colombie s'est félicité d'apprendre que le FMI mettait à jour son étude sur la volatilité des taux de change et son incidence sur le commerce international, en réponse aux préoccupations exprimées par le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances. Il fallait se féliciter de ce genre de dialogue entre l'OMC et les institutions telles que le Fonds et la Banque. Le Groupe de travail avait été créé à Doha en réponse aux préoccupations exprimées par les Membres sur les questions de cohérence. L'intervenant savait que le Fonds envisageait de lancer de nouvelles

études relatives au financement des échanges, sujet souvent débattu au Groupe de travail. Il avait pris note du rapport de la Banque mondiale intitulé "Global Development Finance 2003: Striving for Stability in Development Finance", thème important qui permettait aux pays en développement de tirer pleinement parti du système commercial multilatéral. Il a toutefois signalé n'avoir rien trouvé dans ce rapport sur le sujet du financement du développement. La question des préférences et de leur érosion était un exemple manifeste de la façon dont la cohérence pouvait s'exprimer de façon positive en ce qui concernait le progrès des négociations de Doha. Enfin, les travaux sur la cohérence devaient éviter les chevauchements et il convenait de tempérer les ambitions d'un certain réalisme. Pour tirer le plus grand parti de ce genre de réunion à l'avenir, il fallait entreprendre les préparatifs bien à l'avance et demander aux organes subsidiaires tels que le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances d'apporter leur contribution au débat.

95. L'observateur représentant l'Organisation des Nations Unies s'est référé à la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue l'année précédente, qui avait traité d'un vaste ordre du jour, portant notamment sur le commerce, et dont était issu le Consensus de Monterrey adopté au plus haut niveau par les mêmes pays que ceux qui étaient représentés à la réunion en cours. L'un des thèmes du Consensus concernait précisément l'aspect de la cohérence. Au dernier chapitre, intitulé "Règlement des problèmes systémiques: renforcement de la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux d'appui au développement", les dirigeants du monde entier avaient déclaré "Pour compléter les efforts nationaux de développement, nous reconnaissons qu'il est urgent d'améliorer la gouvernance et la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux. À cette fin, nous soulignons l'importance d'une amélioration de la gouvernance économique mondiale et du renforcement du rôle de premier plan de l'ONU pour promouvoir le développement" (paragraphe 52). Puis ils avaient ajouté "Pour renforcer le rôle utile que le système économique mondial joue dans la promotion du développement, nous préconisons les mesures suivantes: améliorer les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce aux fins du développement et renforcer leur capacité à fournir une assistance technique à tous les pays qui en ont besoin; (paragraphe 64). [...] Nous sommes donc pleinement résolus à poursuivre notre action, aux niveaux national, régional et international, pour que les accords adoptés et les engagements pris à la présente conférence reçoivent la suite voulue et à continuer d'établir des liens entre les organisations qui s'occupent de questions relatives au développement, aux finances et au commerce et les initiatives connexes dans le cadre de l'ordre du jour global de la Conférence". Enfin, dans la partie sans doute la plus importante du document, qui était intitulée "Rester engagés" et où était constitué un mécanisme pour la mise en œuvre et le suivi des résultats de la Conférence, les dirigeants du monde entier avaient déclaré "Nous encourageons l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, en collaboration avec l'Organisation mondiale du commerce, à se pencher sur les questions relatives à la cohésion, à la coordination et à la coopération, dans le cadre du suivi de la Conférence, lors de la réunion de printemps du Conseil économique et social et des institutions de Bretton Woods" (paragraphe 68), à laquelle participerait désormais l'OMC. L'ONU venait de tenir cette réunion le 14 avril et l'intervenant se félicitait que l'OMC y ait été représentée à la fois par l'Ambassadeur d'Irlande et par le Secrétariat. Il applaudissait et accueillait avec plaisir le débat en cours, mais il estimait que l'ONU devait aussi y participer, particulièrement au vu des engagements convenus par les chefs d'État à la Conférence de Monterrey. Il estimait que la réunion du Conseil économique et social, qui se tiendrait en avril de chaque année à New York au lendemain de la réunion du Comité du développement, avait le potentiel de devenir un événement très important. Cela dépendrait de l'évolution de la volonté politique des États Membres – les mêmes que ceux qui participaient à la présente réunion – et de la collaboration entre l'ONU et l'OMC qui, a-t-il fait observer, se développait rapidement. Le représentant de l'ONU a estimé que la réunion de printemps du Conseil économique et social fournissait l'occasion et le lieu où le débat sur la cohérence pouvait se poursuivre plus avant et se renforcer.

## D. RÉPONSES DES SERVICES DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

96. Le représentant du FMI, commençant par la question des préférences, a dit qu'une note de recherche avait été élaborée au FMI au sujet de l'importance des répercussions de l'érosion des préférences sur la situation de balance des paiements des pays actuellement bénéficiaires. Selon les résultats de cette étude, le FMI prévoyait que seuls un très petit nombre de pays souffriraient sensiblement des effets de l'érosion des préférences. La plupart des pays ne seraient que très modérément touchés. En un même temps, la note identifiait quelques pays qui pourraient ressentir de plus fortes répercussions et devraient faire l'objet d'une certaine attention. Le FMI, comme l'avait signalé son Directeur général, était en train de réexaminer ses mécanismes et facilités pour déterminer comment l'organisation pourrait répondre avec plus de souplesse aux chocs économiques, y compris ceux résultant de l'érosion des préférences. Ce réexamen portait sur deux volets. L'un concernait le mécanisme de financement compensatoire, qui accordait des prêts non concessionnels et était donc plutôt coûteux pour les pays qui avaient le plus besoin d'y recourir. Cet aspect du mécanisme serait réexaminé en juin par le Conseil d'administration. En un même temps, le Fonds réexaminait la façon dont sa facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance pouvait être ajustée afin de permettre des réponses plus souples et plus rapides lorsqu'il était nécessaire de fournir des financements pour faire face aux chocs. La plupart des cas où un tel financement se révélait nécessaire seraient probablement liés à des fluctuations de prix des produits de base ou à la perte soudaine de marchés d'exportation, comme l'industrie touristique après des événements tels que ceux du 11 septembre 2001. L'érosion des préférences, dans la mesure où elle pouvait avoir une incidence forte et rapide sur les balances des paiements, constituait certainement une question à considérer dans le cadre des mécanismes révisés. Dans ce contexte, la question se posait aussi de savoir si le FMI faisait preuve de logique lorsqu'il exprimait son scepticisme face aux préférences tout en préconisant un accès en franchise de droits et de contingents pour ces pays. Dans l'environnement commercial actuel, le FMI estimait logiquement que l'accès en franchise de droits et de contingents pour les PMA pouvait apporter une importante contribution. Le Fonds avait toutefois souligné que cela devait être considéré comme une forme temporaire d'assistance ne devant pas faire obstacle à une libéralisation multilatérale plus large. Le représentant du FMI estimait que le créneau offert par les préférences devrait servir à renforcer l'aptitude des économies à participer sur une base durable au commerce mondial et, comme il avait été signalé, les travaux réalisés sur la question de l'offre tant par la Banque mondiale que par le FMI semblaient particulièrement pertinents dans ce contexte.

97. S'agissant de la conditionnalité, il y avait eu plusieurs observations concernant l'échelonnement des réformes commerciales dans le contexte des programmes du Fonds. Le Fonds était en train de réexaminer au cas par cas ses programmes des années 90 qui prévoyaient une conditionnalité liée au commerce, afin de déterminer s'il était possible de tirer quelque enseignement permettant de fixer judicieusement le calendrier et l'échelonnement de ces mesures et des autres mesures de réforme structurelle. À l'heure actuelle, le nombre de cas de conditionnalité liée au commerce était relativement faible dans les programmes du Fonds. Comme l'avait signalé le Directeur général du FMI, le Fonds avait entrepris ces quelques dernières années de rationaliser le recours à la conditionnalité structurelle, ce qui s'appliquait aussi à la conditionnalité liée au commerce, qui était relativement rare et visait le plus souvent des objectifs administratifs et de gouvernance plutôt que les grands objectifs de la libéralisation. S'agissant de l'incompatibilité entre la conditionnalité liée au commerce et les règles de l'OMC, l'intervenant, qui avait écouté les observations du Pakistan, a déclaré que l'objectif du FMI n'était certainement pas de proscrire l'utilisation de sauvegardes raisonnables, et s'il y avait effectivement des incompatibilités il faudrait examiner la situation. Il n'estimait pas que cela constituait un problème général mais plutôt un point à considérer dans des circonstances spécifiques.

98. En ce qui concernait les crises financières et les moyens de promouvoir le commerce ou sa relance, la plus importante contribution que pouvait apporter le FMI était de rétablir la stabilité financière et la confiance nécessaire pour stimuler l'investissement dans les secteurs exportateurs.

L'instabilité financière était probablement l'un des facteurs de dissuasion les plus puissants qui s'opposait au développement d'un secteur exportateur florissant pour la simple raison que l'investissement devenait imprévisible dans ce contexte. Une autre contribution importante était le rétablissement des taux de change à des niveaux appropriés, ce qui devrait favoriser une reprise axée sur les exportations. On l'avait constaté dans plusieurs crises financières récentes suite auxquelles les exportations avaient été le principal moteur de la reprise; la politique macro-économique avait un rôle à jouer à cet égard. Un troisième point concernait le financement du commerce, qui s'était très rapidement tari lors de plusieurs récentes crises du compte de capital. Le FMI tiendrait bientôt un séminaire sur le financement du commerce, dont le but était d'examiner si le financement officiel, y compris celui du Fonds, pouvait contribuer à entretenir le financement des échanges en situation de crise. On avait observé des cas positifs en Indonésie et au Brésil, par exemple, sur lesquels on pourrait faire fond dans ce contexte. S'agissant de la déclaration de la Corée, le FMI souscrivait à la description qui avait été faite. La Corée avait géré un relèvement rapide et très réussi. La restructuration de l'actif des banques et des entreprises constituait un facteur très important de ce relèvement. Cela avait aussi été un élément central des entretiens entre le FMI, la Banque mondiale et la Corée au sujet de la conception de son programme. Ce processus s'était fondé sur les règles du marché. En règle générale, le Fonds ne suivait pas les détails spécifiques à chaque branche d'activité, mais le rôle central qu'avait joué la restructuration financière correspondait pleinement aux vues du FMI quant à cet épisode.

99. Se référant aux préférences commerciales, le représentant de la Banque mondiale a dit que cette question était un élément central du débat sur le traitement spécial et différencié. Il a souligné que la Banque estimait qu'en matière de traitement spécial et différencié, il était utile que tous les pays très pauvres bénéficient sans réserve de l'accès en franchise de droits et de contingents et qu'il était nécessaire de définir plus clairement la catégorie des pays très pauvres. Mais il importait aussi que tous les pays acceptent les disciplines de l'OMC consistant à se rapprocher du régime NPF et de la non-discrimination, ainsi que la réduction progressive des obstacles tarifaires; cela était favorable au développement. Le commerce était favorable au développement et l'adoption sans réserve des disciplines du commerce était un élément important de l'OMC qui serait bon pour les pays en développement. À terme, les préférences seraient éliminées à mesure que la réduction progressive des droits NPF restreindrait les marges préférentielles. L'intervenant estimait aussi nécessaire d'examiner spécifiquement les circonstances propres à chaque pays. Sans que cela constitue un problème universel, il existait des cas exigeant une assistance de la Banque et du Fonds. Du fait qu'elle touchait un vaste ensemble de questions, la libéralisation multilatérale des échanges avait l'avantage de permettre des concessions dans tel secteur et des gains dans tel autre, évitant ainsi la tentation de considérer chaque secteur isolément et de s'attacher uniquement à l'aspect négatif. Il fallait espérer que les négociations déboucheraient sur un élargissement des marchés, sur des possibilités d'améliorer les rendements intérieurs, et sur certains des gains qui aideraient à compenser l'érosion des préférences, conséquence inévitable d'un système où le commerce, en fin de compte, était libre.

100. Pour ce qui concernait la Banque mondiale, la conditionnalité n'était plus ce qu'elle avait été. Il se pouvait que la conditionnalité ait jadis été imposée en échange de prêts d'ajustement à grande échelle, mais cela n'était plus de mise. L'approche de la Banque consistait à collaborer avec le gouvernement pour déterminer la voie que celui-ci voulait suivre, puis d'offrir son appui dans ce sens. Dans certains cas, les gouvernements voulaient prendre les devants et libéraliser unilatéralement, ce pour quoi la Banque espérait qu'ils recevraient un "crédit". Sous cette forme, la conditionnalité faisait partie d'un accord et était un moyen de fixer des objectifs et de mesurer le succès. L'intervenant était d'accord avec le Chili en ce qui concernait le nœud des rapports entre les trois organisations. L'assistance technique et le renforcement des capacités constituaient un volet important mais la cohérence était un processus beaucoup plus large consistant à encourager les pays, dans le Nord et dans le Sud, à tenter d'adopter à l'égard du commerce un ensemble de politiques compatibles avec les objectifs globaux en matière de développement. Les études diagnostiques sur l'intégration commerciale réalisées aux fins du Cadre intégré illustraient une approche très large visant à

promouvoir l'intégration à l'économie mondiale. Elles débouchaient sur des recommandations spécifiques, dont certaines concernaient l'assistance technique mais dont beaucoup se rapportaient à un processus de réforme plus large couvrant un vaste spectre. En conclusion, l'intervenant a déclaré que pour la Banque mondiale, l'élément central du Cycle pour le développement était l'accès aux marchés, dont l'élément central se situait lui-même dans le domaine de l'agriculture, secteur d'activité économique qui était sujet aux plus fortes distorsions, surtout dans les pays du Nord, mais où vivaient aussi 70 pour cent des pauvres du monde.

#### E. OBSERVATIONS FINALES

101. Le Directeur général a dit qu'en ce moment crucial, il était plus important que jamais de s'engager politiquement en faveur du multilatéralisme dans l'élaboration des politiques économiques afin de permettre à tous les pays de profiter de la prospérité offerte par la mondialisation. Les trois institutions œuvraient dans le même sens en vue de réaliser les objectifs de développement pour le millénaire, particulièrement en ce qui concernait la réduction de la pauvreté. Cette conjugaison de forces devrait créer l'élan nécessaire vers une gestion fructueuse du processus de mondialisation. Certes, la cohérence des politiques et des activités ne résoudrait pas automatiquement les problèmes économiques mondiaux, mais elle constituait la base sur laquelle les mesures économiques, et en particulier les mesures commerciales, pourraient s'édifier de la façon la plus concrète. La cohérence n'était donc pas un but en soi mais un moyen d'atteindre les buts du développement durable par l'expansion du commerce et la stabilité financière. La réunion en cours avait réaffirmé l'ensemble des efforts réalisés pour collaborer de façon constructive et substantielle. Cela était déjà une réalité dans divers domaines de l'assistance technique liée au commerce, pour laquelle il était possible de mobiliser des ressources accrues, notamment afin de renforcer les capacités institutionnelles et la capacité d'offre dans les pays en développement. On pourrait faire beaucoup plus pour améliorer la coopération en matière d'assistance liée au commerce et une étude conjointe venait d'être réalisée afin de déterminer les domaines dans lesquels des activités conjointes plus poussées pourraient être entreprises. Le Cadre intégré, par exemple, devrait être un grand bénéficiaire de la coopération visant à étendre la phase de suivi des études diagnostiques de l'intégration du commerce pour mettre en œuvre les recommandations. Les facteurs commerciaux devraient occuper une place plus importante dans les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et les stratégies d'assistance au pays (SAP). Il avait été utile de discuter avec la Banque et avec le Fonds de la nécessité de soutenir les pays Membres dans leurs efforts d'ajustement suite à la libéralisation des échanges. D'une part, il était nécessaire de collaborer afin de déterminer les moyens de faciliter l'ajustement postérieur au Programme de Doha pour le développement (PDD) et la répartition des coûts de l'ajustement. Le fait d'obtenir un appui à l'ajustement pour la phase de mise en œuvre postérieure au PDD pourrait atténuer les difficultés de certains pays et leur réticence à participer aux négociations en cours. D'autre part, il fallait répondre aux préoccupations des pays qui devraient atteindre leurs objectifs en matière de recettes publiques et de ceux qui devraient faire face à l'érosion des préférences résultant des accords multilatéraux. Le Directeur général a constaté que tous avaient profité de la présence des chefs de secrétariat de la Banque et du Fonds, et il avait personnellement beaucoup apprécié leur généreux esprit de coopération. Il était convaincu que chacun souhaitait renforcer la coopération et c'était dans cet esprit qu'il espérait, à l'instar des délégations qui s'étaient exprimées, que pourrait être résolue la question du statut d'observateur des deux organisations, qui se posait de longue date, auprès du CNC et de ses organes subsidiaires. Il ne faisait aucun doute dans son esprit que les Membres de l'OMC, et en particulier les pays en développement, avaient tout à gagner à ce que la Banque et le Fonds suivent et accompagnent les négociations. Il souhaitait donc avoir l'appui des Membres pour inviter la Banque et le Fonds en qualité d'observateurs auprès du CNC et de ses organes subsidiaires, conformément à l'accord de coopération conclu par l'OMC avec ces deux institutions, étant entendu que cela serait sans préjudice de la position des Membres sur la question plus générale du statut d'observateur. Au moment où elle recherchait l'assistance de ces institutions, l'OMC avait intérêt à mettre pleinement en œuvre la partie de l'accord de coopération qui la concernait et, ce faisant, d'aider les deux institutions à aider l'OMC. Le Directeur général du FMI et le Président de la Banque

mondiale avaient tous deux réaffirmé leur soutien en faveur du Programme de Doha pour le développement et de son achèvement dans les délais prévus. Ils s'étaient engagés à continuer d'appuyer l'intégration du commerce au processus de développement, et l'OMC devrait poursuivre son action dans ce sens. Le Directeur général espérait que la présente réunion avait été utile aux Membres et il prévoyait d'en organiser une autre en temps opportun. Réitérant ses remerciements à MM. Köhler et Wolfensohn, il a félicité les coordinateurs des trois institutions pour l'excellente organisation des travaux.

102. Avant de déclarer la réunion close, le Président a dit qu'il n'avait pas l'intention de résumer le débat car le Directeur général l'avait déjà fait dans un large mesure, mais il souhaitait se joindre à ceux qui, comme lui, avaient le sentiment d'avoir participé à une réunion très utile et enrichissante, marquée par de précieuses contributions. Non seulement la Banque et le Fonds avaient pris un engagement politique en faveur du Cycle de Doha, mais encore avait-il lui-même constaté l'engagement personnel de MM. Köhler et Wolfensohn. La réunion avait manifestement révélé les avantages de la coopération et de la collaboration qui se renforçaient entre les trois institutions, et permis de reconnaître que beaucoup restait à faire au plan de la cohérence, tant en ce qui concerne l'analyse des politiques que dans le domaine de l'assistance technique et du renforcement des capacités, et pour établir à terme des liens cohérents entre les politiques en matière de commerce, de finances et de développement.

---

Annexe 1

Déclaration de M. Horst Köhler,  
Directeur général du Fonds monétaire international

1. Je tiens à vous remercier de m'avoir invité à prendre la parole à votre réunion d'aujourd'hui. Il y a à peine un mois, lors de la réunion du Comité monétaire et financier international du FMI, M. Supachai nous faisait l'honneur de sa présence et de ses observations judicieuses – observations auxquelles ont adhéré sans réserves les Ministres des finances et les Gouverneurs représentant les 184 pays membres de notre institution. Ma présence parmi vous aujourd'hui témoigne de toute l'importance que le FMI attache à la réalisation de progrès rapides et concrets sur la voie de la libéralisation du commerce multilatéral et de notre volonté de faire notre part pour assurer la cohérence de la politique internationale.
2. Nous nous réunissons dans un contexte d'incertitude persistante pour l'économie mondiale. Certes, la fin de la guerre en Iraq a diminué les risques, mais si nous voulons saisir le potentiel d'amélioration, notre priorité absolue doit être de rétablir la confiance des consommateurs et des investisseurs dans le monde entier. À cette fin, alors que l'interdépendance économique et politique des nations ne cesse de croître, il faudra démontrer de manière convaincante que la coopération internationale est à l'œuvre. Un renforcement du commerce international est absolument essentiel au rétablissement de la confiance. Il aidera à consolider la reprise économique qui s'amorce et, en témoignant de notre ferme attachement aux objectifs de développement, il sera aussi le meilleur moyen d'éviter le risque de fragmentation entre nations. Voilà pourquoi il est tellement important, à mes yeux, que le cycle de négociations de Doha soit un succès.
3. La Déclaration de Doha a illustré avec force la détermination de la communauté internationale de s'attaquer à la pauvreté de façon décisive et de faire en sorte que les effets positifs de la mondialisation soient plus largement répartis. Depuis, l'importance que revêt le commerce international pour la réduction de la pauvreté a été soulignée à nouveau à plusieurs reprises, que ce soit à Monterrey, à Johannesburg ou, tout récemment, dans le dernier communiqué du Comité monétaire et financier international (CMFI). Parce qu'il est porteur de croissance et qu'il permet de réduire la dépendance à l'égard de l'aide internationale, le commerce extérieur fournit aux pays en développement le meilleur moyen de s'aider eux-mêmes. Mais il reste de formidables défis à relever. Pour de nombreux pays, en particulier pour les couches les plus pauvres de leur population, le marché mondial reste parsemé d'obstacles. Notre tâche doit être d'éliminer ces obstacles et de donner à tous les pays la possibilité de bénéficier pleinement des avantages de la mondialisation.
4. La réunion ministérielle de Cancún doit être l'occasion de traduire les paroles en actes. L'agriculture jouera un rôle déterminant. D'après la Banque mondiale, 73 pour cent des pauvres dans le monde habitent dans des zones rurales et vivent de l'agriculture, et ce non seulement dans les pays en développement, mais aussi dans les économies de marché émergentes. Pour être véritablement axées sur le développement, les négociations devront avoir comme points cardinaux une amélioration généralisée des conditions d'accès aux marchés pour les produits agricoles et une réduction sensible des aides qui faussent les échanges commerciaux. Dans ce domaine, la responsabilité première incombe aux économies avancées, qui doivent procéder à des réformes en profondeur de leurs politiques agricoles. À défaut de telles réformes, et de l'ouverture du commerce international des produits agricoles, je crains que les objectifs de développement pour le millénaire ne restent hors d'atteinte.
5. De leur côté, les pays en développement doivent également saisir les occasions offertes par le marché mondial, tout en protégeant les couches les plus vulnérables de leur population. Le commerce



entre pays du Sud offre un réel potentiel de croissance, mais il reste entravé par un plus grand nombre de restrictions que les échanges de ces pays avec les pays industrialisés. Ce n'est pas à vous qu'il faut rappeler que c'est précisément la réduction des obstacles au commerce, dans un cadre multilatéral de règles fondées sur la réciprocité, qui a permis les progrès spectaculaires du commerce mondial et de la prospérité pendant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ce fut le moteur le plus puissant que l'histoire ait connu pour tirer les hommes de la pauvreté. Les systèmes régionaux et bilatéraux de préférences, s'ils peuvent aider temporairement les pays les plus pauvres, ne sauraient à plus long terme se substituer à une approche multilatérale; s'ils prolifèrent à terme, c'est la nature même du système multilatéral qu'ils mettent en danger.

6. L'intégration commerciale et la mise en œuvre de politiques macro-économiques et structurelles bien conçues se renforcent mutuellement. Pour tirer parti des possibilités qu'offre le commerce international, les économies doivent être capables d'adapter en souplesse et de manière efficace leur appareil productif – tels sont d'ailleurs les objectifs qui sous-tendent les programmes du FMI et la surveillance exercée par notre institution. Il est donc crucial qu'il y ait cohérence entre les activités du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, ainsi que celles de leurs pays membres, pour soutenir les efforts des pays en développement qui se sont intégrés au système commercial multilatéral et qui se sont ouverts à la concurrence internationale. Je citerai deux domaines dans lesquels il est particulièrement important que nous nous assurions de la cohérence de nos actions: le soutien que nous apportons aux pays pauvres très endettés (PPTE) pour les aider à retrouver le chemin de la croissance et à s'attaquer aux racines profondes de la pauvreté, et le renforcement des moyens dont nous disposons pour prévenir les crises financières et favoriser une reprise rapide de l'activité économique.

7. Un système de commerce ouvert est indispensable pour traiter les problèmes persistants de dette extérieure. L'initiative PPTE, à laquelle participent conjointement le FMI et la Banque mondiale, fournit aujourd'hui une aide à 26 pays, lesquels ont vu la valeur actuelle nette du service de leur dette réduite, en moyenne, des deux tiers. Cependant, pour que la croissance à long terme de ces pays augmente et que leur dette extérieure retrouve des proportions supportables, il faut absolument qu'ils soient mieux intégrés dans le commerce mondial. Les politiques d'aide à l'agriculture des pays avancés ont pour effet de maintenir les cours mondiaux à des niveaux bas, et découragent l'investissement dans les principaux secteurs d'exportation des PPTE. Le manque à gagner qui résulte, pour les producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest, des subventions aux prix dans les pays avancés, par exemple, dépasse amplement le montant des allègements de dette dont ces pays bénéficient au titre de l'initiative PPTE. Deux millions de ménages d'Afrique de l'Ouest vivant de la culture du coton, d'autant moins d'enfants africains sont scolarisés. C'est aussi simple que cela. De plus, les programmes de subventions ont tendance à amplifier les fluctuations des cours sur les marchés mondiaux, ce qui entrave encore le développement des secteurs d'exportation viables.

8. Un secteur d'exportation fort réduit aussi la vulnérabilité des économies face aux crises. L'expérience montre que les pays dans lesquels les secteurs d'exportation sont plus développés résistent mieux aux chocs, et que la capacité de développer les exportations à bref délai permet une reprise plus rapide de l'économie. La cohérence, cela veut donc dire que les partenaires commerciaux doivent aussi offrir aux pays en crise des débouchés commerciaux, en complément du soutien financier qui leur est accordé. À plus long terme, les pays doivent faire tous les efforts possibles pour s'intégrer à l'économie internationale de façon équilibrée: rester à l'écart des courants d'échanges commerciaux tout en accumulant les emprunts extérieurs est le plus sûr moyen de nourrir un risque d'instabilité récurrente.

9. La collaboration institutionnelle entre l'OMC et le FMI fonctionne bien. L'Accord de coopération entre l'OMC et le FMI signé en 1996 a suscité de multiples échanges et initiatives conjointes à tous les niveaux de nos institutions respectives. Le document de travail du Secrétariat de l'OMC en donne un compte rendu impressionnant assorti de nombreux exemples. Le programme de

Doha pour le développement prévoit de nouveaux domaines de coopération. Le FMI, pour sa part, œuvre concrètement à la réalisation de ce programme de quatre manières au moins.

10. Tout d'abord, par le soutien financier que nous apportons à nos pays membres. Dans son allocution lors de la réunion du CMFI le mois dernier, M. Supachai a émis l'idée que les incertitudes financières liées aux réformes pourraient dissuader les Membres de l'OMC de s'engager pleinement dans le processus lancé à Doha. Je puis vous assurer que le FMI est tout à fait déterminé à aider les pays aux prises avec des déséquilibres de paiement à doser au mieux ajustement et financement. Cela comprend les déséquilibres qui peuvent être induits par la libéralisation. Si ceux-ci demandent un soutien financier du FMI, nous avons les ressources nécessaires. Nous sommes aussi en train de réexaminer notre mécanisme de financement compensatoire et notre facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, afin d'assouplir les conditions d'octroi de l'aide aux pays à faible revenu qui subissent de forts chocs exogènes.

11. En deuxième lieu, par la surveillance qu'exerce le FMI. Après la Déclaration de Doha, le Conseil d'administration du FMI a insisté sur la nécessité de renforcer la surveillance des politiques commerciales, surtout dans les pays industrialisés dont les politiques revêtent une importance fondamentale pour l'ensemble du commerce mondial. Depuis un certain temps déjà, nous avons engagé un dialogue franc avec nos pays membres sur les questions commerciales, à la fois dans le cadre de la surveillance bilatérale et au moyen d'instruments multilatéraux tels que le rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale.

12. En troisième lieu, par l'assistance technique. Compte tenu de la complexité croissante de la politique et des négociations commerciales, ainsi que des contraintes administratives et logistiques, entre autres, qui peuvent réduire la marge de manœuvre des pays désireux d'adapter leur appareil productif, l'assistance technique et le développement des capacités sont des éléments cruciaux du Programme de Doha pour le développement. Dans ses domaines de spécialité, le FMI participe activement à la mise en œuvre du Cadre intégré, notamment aux études diagnostiques sur l'intégration du commerce réalisées sous l'égide de la Banque mondiale. Les experts du FMI fournissent aussi une assistance importante et suivie en matière de réforme douanière, fiscale et tarifaire – en particulier pour atténuer les effets de la libéralisation sur les recettes publiques – et d'amélioration des données statistiques. Nous nous tenons prêts à accroître encore cette assistance, conformément aux priorités définies par nos pays membres.

13. Enfin, par des études diagnostiques et des séminaires. Le Département des études du FMI prépare actuellement une étude sur la volatilité des taux de change et le commerce, en réponse aux préoccupations exprimées au groupe de travail de l'OMC sur la relation entre commerce, dette et finances, et nous vous en communiquerons les résultats dans le courant de l'été. Cette étude fait suite à plusieurs notes consacrées à certains aspects du débat sur le traitement spécial et différencié que nous avons récemment transmises à l'OMC. Après-demain, le FMI organisera un grand séminaire sur le financement du commerce pendant les crises, afin d'évaluer le rôle que pourraient jouer les financements publics, notamment ceux du FMI. Un représentant du Secrétariat de l'OMC participera à ce séminaire.

14. Pour le plus long terme, il y a moyen de renforcer notre coopération dans le domaine des services financiers. Si les discussions sur cette question progressent à l'OMC et si un cadre international pour les investissements peut être négocié, la stabilité financière internationale en sera renforcée d'autant. Étant donné la mission confiée au FMI et le travail qu'il accomplit dans ce domaine, il semblerait qu'une collaboration étroite profiterait aux deux institutions, comme en a témoigné le séminaire que le FMI a tenu l'été dernier pour le Comité de l'OMC sur le commerce des services financiers. Je suis tout à fait favorable à ce que ce type de coopération formelle et informelle se renforce.

15. En conclusion, la coopération est indispensable pour faire progresser l'intégration commerciale et financière. La cohérence institutionnelle entre l'OMC, la Banque mondiale et le FMI est forte. Je lance un appel aux responsables nationaux pour qu'ils fassent preuve du même esprit de coopération en réalisant des progrès décisifs à Cancún en septembre prochain.

Annexe 2

Déclaration de M. James D. Wolfensohn,  
Président de la Banque mondiale

1. M. le Président, M. le Directeur général, M. Horst Köhler, Excellences.
2. Vous comprendrez qu'après huit ans à la Banque mondiale, toutes mes attentes sont exaucées en prenant la parole devant ce groupe qui, je le sais, travaille d'arrache-pied sur les questions commerciales et pratique un langage que je comprends à peine mais que je sais être important.
3. Essayer de comprendre précisément ce langage dès mon arrivée – malgré les sérieuses explications de figure de mes collaborateurs – est une périlleuse gageure pour quelqu'un qui vient d'arriver du Bhoutan.
4. Je dis cela car, au Bhoutan, la question du commerce et des finances s'apprécie en termes de bonheur humain, et j'ai failli refuser d'en partir tant cela paraît plus simple que les travaux que vous menez ici, et même que ceux que nous réalisons à la Banque. Mais je suis venu malgré tout car M. Supachai avait fait un exposé remarquable à la réunion du CMFI et, ces dernières années, je me suis efforcé de développer nos relations avec cette auguste assemblée.
5. Je dirais que la raison pour laquelle nous sommes ici est que notre travail quotidien, en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et la cause que nous défendons, à Monterrey comme à Johannesburg, en faveur d'une solution aux questions de la pauvreté, de l'amélioration de l'équité sociale et de la réalisation des objectifs de développement pour le millénaire, dont a parlé mon collègue Horst Köhler, repose sur un certain nombre de contributions importantes dont nous parlons régulièrement. Lorsque nous parlons de Monterrey, lorsque nous parlons de Johannesburg, nous parlons d'un partenariat entre pays développés et pays en développement, nous parlons des efforts entrepris par les pays en développement en vue d'améliorer la gouvernance, de procéder à une réforme juridique et judiciaire, à une réforme du secteur financier, de renforcer leurs capacités, de combattre la corruption.
6. Avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les pays d'Afrique ont pris des mesures non parce qu'ils y ont été forcés mais parce qu'ils ont eux-mêmes décidé que celles-ci étaient des préalables indispensables au développement.
7. Pour leur part, les pays développés ont dit: "Si vous faites cela, nous vous soutiendrons et nous vous aiderons à renforcer vos capacités, nous accroîtrons l'aide au développement qui est mise à disposition, pourvue qu'elle soit dépensée efficacement."
8. Puis ils disent: "Et nous ouvrons les marchés au commerce."
9. Et aujourd'hui, il me semble que nous abordons la question, que nous traitons de cette question du commerce. Et lorsque nous parlons de cohérence, celle-ci fait partie intégrante du travail que nous réalisons à la Banque, le commerce devant être pris en compte au même titre que ces autres considérations.
10. Et cependant, la question du commerce est encore trop souvent traitée comme un domaine de spécialité, comme réservée aux spécialistes, sans l'intégrer à un débat cohérent. Nous n'assistons même pas en qualité d'observateur aux réunions concernant le commerce. Je ne le recherche pas car, franchement, je participe à suffisamment de réunions, mais en y réfléchissant, il serait logique que

nous soyons présents dans toutes les instances où l'on aborde la question fondamentale du développement, afin que nous puissions apporter toute contribution nécessaire en termes de commerce, tout comme M. Supachai et l'OMC sont présents au sein de nos organes.

11. Mais il est impossible de considérer la question du développement, la question de l'équité, comme l'a dit Horst Köhler, la question du développement économique, sans considérer intégralement la question du commerce. Il n'y aurait absolument aucun sens à aider les pays à accroître leur production agricole si les tarifs douaniers et les autres inhibiteurs du commerce ne permettaient pas la vente de ses produits et des biens manufacturés.

12. L'ouverture des marchés des pays en développement aux fabricants des pays développés, plus efficaces et plus productifs, est également une chose qui devrait être adoptée à titre de politique, mais la question doit être traitée en toute connaissance de la fragilité, de l'échelonnement et de l'importance qu'il y a à appuyer les pays en développement afin qu'ils puissent s'adapter aux nouvelles conditions du libre-échange telles qu'elles sont établies dans les accords de l'OMC.

13. Ainsi, à quelque niveau dont nous traitons, la question d'une approche cohérente du développement comprend nécessairement les questions de la réforme d'une structure économique, de la réforme d'une structure sociale et de la réforme d'une structure commerciale. Et c'est précisément ce que vous avez entrepris dans le Cycle de Doha, et c'est pourquoi il est nécessaire de procéder à l'intégration des considérations que nous avons au FMI avec les travaux qu'accomplissent Horst et ses collaborateurs, et à la Banque avec les travaux que nous menons, et bien sûr dans les travaux que vous réalisez.

14. Et je dirais qu'à mon avis nous avons parcouru un long chemin en ce qui concerne les travaux au niveau des services, mais je suis ravi que nous ayons maintenant l'occasion de dialoguer à ce niveau, ce qui est à mon sens trop rare dans nos échanges d'idées.

15. Je suis donc ravi d'être ici, et il y a trois domaines particuliers que je voudrais aborder: le premier, par l'importance que je lui attribue, est la question de la cohérence entre le commerce et le développement dans le secteur de l'agriculture. Mon collègue Horst Köhler a déjà abordé un certain nombre de ces questions et ce discours vous est bien connu.

16. On dit très souvent qu'environ 50 milliards de dollars sont disponibles sous forme d'aide extérieure au développement, alors que plus de 300 milliards de dollars sont consacrés aux subventions à l'agriculture, ou l'on cite une statistique amusante: chaque vache européenne reçoit 2,50 dollars par jour en subventions alors que 3 milliards d'individus ont un revenu inférieur à 2 dollars par jour – et j'ajoute à l'intention des mes amis japonais que la vache japonaise moyenne reçoit 7,50 dollars de subventions par jour. Ces statistiques sont faites pour frapper les esprits, certes, mais elles reflètent le déséquilibre entre la question des subventions et la question de l'accès libre et ouvert aux marchés dans le domaine de l'agriculture. Et compte tenu, comme nous l'a rappelé Horst, que la question de la pauvreté est souvent une question rurale, elle se situe pour nous au centre de nos considérations concernant la réduction de la pauvreté. Ce que nous recherchons, dans le plaidoyer pour les pauvres, c'est ce que beaucoup d'entre vous recherchent, à savoir une meilleure donne pour l'agriculture, une donne qui permettrait un développement effectif et un traitement effectif de la question de la pauvreté. Nous sommes aussi conscients qu'il ne s'agit pas simplement d'une question Nord-Sud, que l'aspect Sud-Sud est tout aussi important, que 25 pour cent des échanges se déroulent dans la zone Sud-Sud, et que l'importance du développement est déjà prise en compte dans vos délibérations, et que cela est important. Nous sommes aussi conscients que la perspective d'une libération des marchés aura un effet favorable, et que d'autres seront affectés défavorablement par rapport aux préférences existantes, et qu'il faudra une période d'ajustement.

17. Nous avons examiné une série de questions concernant les sujets à aborder.

18. Il y a bien sûr la réduction des subventions dans les pays de l'OCDE, surtout celles qui ont le plus d'incidence sur la production, en recourant au contraire à des paiements transparents, découplés, pour soutenir les revenus des agriculteurs et atteindre les objectifs du développement rural.

19. Nous proposons la mise au point d'une formule de réduction tarifaire qui produise d'authentiques baisses du niveau et de la progressivité des droits de douane et qui accorde également un "crédit" au titre de la libéralisation qui est entreprise entre les négociations.

20. La conversion des contingents tarifaires dans l'agriculture et des droits spécifiques en droits *ad valorem*, qui procure une protection plus transparente.

21. Trouver un mécanisme de sauvegarde qui protège les producteurs pauvres contre les poussées d'importations tout en encourageant la libéralisation des droits de douanes.

22. L'assouplissement unilatéral des règles d'origine dans les régimes de préférences tels que l'accord "Tout sauf les armes" et la Loi américaine sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), surtout pour les vêtements et les textiles, et l'harmonisation de ces règles entre les pays.

23. Et ici, j'ajouterais bien sûr que si l'agriculture est au centre de nos préoccupations, ce n'est pas le seul facteur pour ce qui concerne les pays en développement, et que le secteur des services, vos travaux sur les ADPIC et la santé publique, et les débats sur les mesures antidumping sont tous au centre de l'action que nous avons entreprise. Et c'est un domaine – tous ces domaines dont nous parlons – où il est manifestement essentiel que nous fassions preuve de cohésion dans les discussions qui sont entreprises ici.

24. J'aborderai maintenant la question d'un cadre rationnel pour le traitement spécial et différencié, domaine auquel j'ai consacré quelques heures et dont je ne prétends pas être expert. Je suis convaincu que chacun d'entre vous le connaît beaucoup mieux que moi, mais j'ai demandé à mes collaborateurs de me préparer au moins une étude afin de déterminer s'il existait un moyen nous permettant d'apporter une contribution et, comme l'a fait aussi le Fonds, nous avons étudié cette question. Et j'ai eu l'idée de quelques approches qui pourraient se révéler pertinentes et utiles et que nous soumettons au Directeur général, mais qui visent essentiellement à aborder ce sujet non pas sur la base d'un traitement individuel mais plutôt en proposant des démarches plus généralisées méritant considération.

25. Les règles d'origine pourraient être simplifiées en étudiant la possibilité d'admettre – et en admettant effectivement – toutes les importations en franchise de droits et de contingents dans les pays de l'OCDE.

26. Nous sommes conscients que les problèmes auxquels font face les pays en développement les plus pauvres pour mettre en œuvre les règles de l'OMC, la question des capacités et des ressources – et nous travaillons depuis un certain temps avec le Secrétariat pour tenter d'appuyer les questions qui concernent la formation et le renforcement des capacités et d'employer les programmes d'un service de télé-enseignement que nous avons mis au point ensemble et qui se sont révélés très utiles dans le travail que vous faites.

27. Nous sommes aussi conscients que si l'on supprime le traitement spécial et différencié dans les pays les plus pauvres auxquels on a demandé d'accepter les principes de l'OMC, il existe un important élément de fragilité, et que la question de la chronologie, du soutien et de la nécessité de prévoir un filet de sécurité, est une chose pour laquelle nous, en tant que Banque mondiale, pouvons apporter une aide. Dans vos décisions relatives au commerce, nous sommes un partenaire naturel pour aider les pays en ce qui concerne ce filet de sécurité et cet appui en tant que de besoin.

28. Une dernière chose, bien entendu, est que, dans les travaux que nous réalisons, comme l'a mentionné mon ami Horst, nous ajoutons les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté et dans les stratégies que nous proposons, toute la question du commerce est partie intégrante de ces programmes, c'est une chose qui occupe une place croissante dans nos travaux.

29. Et enfin, bien sûr, il y a la question d'une meilleure intégration entre nous au niveau institutionnel, d'une meilleure coopération entre nous.

30. Le fait est que c'est la première fois en huit ans que je suis invité – et c'est peut-être la dernière fois – mais il y a au moins huit ans que j'ai été invité et cela veut peut-être dire quelque chose. Que chacun de nous suive sa propre voie et qu'il faille vraiment reconnaître qu'à notre niveau nous ne pouvons nous disperser dans des directions différentes. Nous savons que nous ne pouvons partir chacun dans une direction différente sur la question du commerce, et ce n'est pas simplement nous, c'est la CNUCED, c'est le PNUD, c'est le CCI, c'est l'OCDE, nous rassemblant tous sous la direction de l'OMC. Il y a une question cruciale pour nous en ce qui concerne la réalisation de nos objectifs individuels, et il est visiblement nécessaire d'intensifier les relations entre nous. J'ai examiné les travaux que nous réalisons sur le Cadre intégré en conjonction avec l'OMC, j'ai pris juste le volume sur le Sénégal et je l'ai examiné, j'ai examiné le plan d'action – ce n'est pas simplement un plan d'action sur le commerce, c'est un plan d'action qui concerne la façon dont l'économie fonctionne, le renforcement des capacités, la nécessité matérielle de tirer avantage des opportunités commerciales, toute la question du développement, toute la question de l'éducation, de la formation, même de la santé, et aborde les questions dont nous traitons ici. Il est un peu absurde que nous n'ayons pas mieux approché la cohérence dans nos efforts jusqu'à ce jour, et c'est vraiment un plaisir extraordinaire que votre Directeur général ait proposé cette nouvelle approche pour faire fond sur les travaux de nos services, ce que nous sommes très heureux et impatients d'appuyer.

31. Je dirais donc, en conclusion, M. le Président, que le mandat que nous a donné notre Conseil des administrateurs concerne la réduction de la pauvreté, et sous la question de la réduction de la pauvreté nous avons un certain nombre de points, dont le principal est le commerce. Nous ne pouvons pas traiter de cette question sans traiter du commerce, et nous nous réjouissons donc particulièrement de cette occasion de procéder ici avec vous à un échange de vues, nous anticipons avec plaisir la poursuite du débat, et je tiens à dire combien j'apprécie la chance qui m'a été donnée d'ouvrir ce nouveau dialogue avec vous.

Annexe 3

Déclaration de M. Supachai Panichpakdi,  
Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce

1. Je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance à mes amis et collègues Horst Köhler et Jim Wolfensohn pour leur présence parmi nous aujourd'hui, et dire combien j'estime fructueuse leur participation à cette réunion du Conseil général. Tous deux sont infatigables dans leur appui à l'OMC, au système commercial multilatéral et au succès du Programme de Doha pour le développement, et c'est pour moi un plaisir personnel de les accueillir à l'OMC où, pour la première fois, je crois, ils ont participé aux débats avec tous les Membres de l'Organisation.
2. Nous nous réunissons ici aujourd'hui dans le contexte du mandat que nous avons reçu d'accroître la contribution de l'OMC en vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.
3. À mon avis, il ne peut y avoir aucun doute quant à la meilleure façon d'accroître la contribution l'OMC dans les circonstances actuelles. Le mandat de Doha nous a fixé pour objectifs ambitieux d'accroître l'accès aux marchés et de renforcer le système commercial fondé sur des règles.
4. Nos négociations commerciales pourraient libérer à destination des pays en développement d'importants nouveaux flux de ressources largement supérieurs à ceux que peuvent produire l'aide officielle ou l'allégement de la dette. L'expansion des échanges est la clef de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Nous devons être fidèles à l'obligation qui nous incombe, non seulement en tant que négociateurs commerciaux mais aussi comme représentants de gouvernements qui se sont engagés envers les objectifs de développement pour le millénaire et autres initiatives internationales d'importance vitale pour le développement.
5. L'accroissement de l'accès aux marchés et un système commercial solide, fondé sur des règles, peuvent aussi contribuer de façon déterminante à améliorer la stabilité financière et à apporter des solutions durables aux problèmes de l'endettement extérieur. Les restrictions commerciales accroissent le risque que ne se produisent des crises financières et que ne se posent des problèmes d'endettement, et elles prolongent la durée et intensifient les difficultés de l'ajustement économique qui est alors indispensable.
6. Il est d'autant plus important de faire progresser les négociations commerciales que l'atonie de la croissance économique touche désormais toutes les régions de l'économie mondiale. Il est urgent de relancer la confiance dans l'économie – signe que les gouvernements des pays développés comme ceux des pays en développement sont résolus à ouvrir leurs marchés à la concurrence et à entreprendre de corriger les faiblesses structurelles de leur économie, qui améliorerait les perspectives de croissance à long terme et créerait les conditions d'une prospérité économique renouvelée.
7. Le Programme de Doha pour le développement est aussi important politiquement – en cette conjoncture difficile, les gouvernements doivent faire preuve d'un engagement renouvelé en faveur de la solidarité et de la coopération multilatérales et démontrer qu'ils assument la charge commune de résoudre les problèmes de la pauvreté et du chômage, si étroitement liés aux problèmes de la sécurité internationale.
8. La portée des enjeux économiques et politiques qui sont liés au Programme de Doha pour le développement est telle qu'à mon avis nous devons naturellement nous adresser à nos organisations sœurs, le FMI et la Banque mondiale, pour rechercher leur appui en vue d'amener les négociations à



une conclusion fructueuse et – ce qui n'est pas moins important – d'aider à la mise en œuvre à long terme des résultats.

9. Les pays en développement souhaitent à l'unisson que le commerce joue un rôle accru dans leur développement économique, mais ils disent qu'ils ont besoin d'aide pour cela, et ils en ont besoin d'urgence. L'amélioration de l'accès aux marchés pour leurs exportations est une condition *sine qua non*. Elle doit être étayée par un appui ciblé et généreux, particulièrement pour les pays en développement les plus pauvres.

10. Les pays en développement ont besoin d'un appui pour participer effectivement aux négociations, particulièrement pour évaluer l'incidence que les propositions émanant de leurs principaux partenaires commerciaux auraient sur leurs politiques et objectifs en matière de développement, et pour déterminer comment tirer le meilleur parti des négociations pour faire avancer leurs propres programmes intérieurs d'ajustement structurel. Il est souvent plus simple de lancer de difficiles réformes de politique économique dans un contexte multilatéral que de procéder unilatéralement.

11. Les pays en développement ont aussi besoin d'un appui pour planifier prudemment le processus d'ajustement intérieur que devront traverser leurs économies à mesure qu'ils mettront en œuvre les résultats des négociations. À cet égard, il serait particulièrement utile qu'ils soient assurés dès que possible de trouver l'assistance technique et financière qui les aidera à gérer les déséquilibres extérieurs et financiers qu'ils éprouveront en s'ajustant aux réformes commerciales, d'autant plus que beaucoup d'entre eux sont déjà aux prises avec un essoufflement de la croissance mondiale, des problèmes d'endettement, un tarissement des entrées de capitaux et une dépression des termes de l'échange. Certaines de ces questions ont déjà été identifiées dans nos travaux à l'OMC – l'appui pour s'ajuster à l'effet que les réductions tarifaires exercent sur les recettes publiques, par exemple, et à l'érosion des préférences commerciales et, dans le cas des pays importateurs nets de produits alimentaires, pour s'ajuster à toute augmentation temporaire de la facture des importations alimentaires que pourrait entraîner la libéralisation du commerce des produits agricoles. Je suis très reconnaissant au FMI des précieuses études analytiques qu'il a récemment réalisées pour nous. Tout appui complémentaire du Fonds et de la Banque en matière d'analyse des politiques sera précieux tant au niveau des pays que dans le contexte de nos travaux à l'OMC.

12. Les pays en développement ont aussi besoin d'être assurés de recevoir un appui technique et financier nouveau et durable pour les aider à développer les capacités de leurs économies en matière commerciale et à tirer pleinement parti des nouveaux débouchés offerts par l'accès aux marchés comme résultat des négociations de Doha – depuis l'amélioration de l'administration douanière jusqu'à l'actualisation du volet offre de leurs économies. J'estime que cet engagement à long terme de la part de la communauté internationale revêt une importance particulière.

13. Le FMI et la Banque mondiale font déjà beaucoup pour appuyer le Programme de Doha pour le développement. J'ai été très encouragé d'entendre ce matin de la bouche de mes amis Horst Köhler et Jim Wolfensohn qu'ils sont résolus à maintenir cet appui et disposés à l'accroître, selon que l'exigent les circonstances, en faveur d'un effort qu'ils reconnaissent comme important également pour les objectifs de leur propre organisation.

14. Tous deux nous ont dit ce matin qu'ils portent un vif intérêt professionnel à certains domaines de fond des négociations de Doha en particulier et qu'ils ont le sentiment que le FMI et la Banque mondiale pourraient faire d'importantes contributions d'ordre technique dans ces domaines. Horst Köhler a mentionné par exemple la relation entre les négociations de l'OMC sur les services financiers et les travaux du FMI sur la stabilité financière, et Jim Wolfensohn a parlé de l'intérêt que porte la Banque mondiale aux couplages entre la façon dont les Membres de l'OMC élaborent les dispositions concernant le traitement spécial et différencié dans le Programme de Doha pour le

développement et la mission de la Banque mondiale en matière de réduction de la pauvreté. Je me félicite de ces observations qui, de mon point de vue, nous mettent au défi de réfléchir plus largement que de coutume à nos travaux à l'OMC et à l'essence même de la "cohérence" entre les politiques des domaines du commerce, des finances et du développement, ce qui est bien sûr l'objet de notre réunion aujourd'hui.

15. Cela, à mon sens, pose l'importante question de savoir quel est le véhicule institutionnel de l'OMC qui, de l'avis des Membres de l'Organisation, conviendrait le mieux pour poursuivre nos consultations avec le FMI et la Banque mondiale dans les domaines prioritaires de collaboration. Lorsque j'ai assumé mes fonctions de Directeur général, j'ai constaté avec surprise qu'il n'existait entre nos trois organisations aucune modalité pour des contacts plus réguliers qui auraient permis aux Membres et à la direction de participer à un effort collectif pour améliorer notre coopération. Je me réjouis qu'il ait été possible d'organiser la réunion d'aujourd'hui et je crois qu'à l'OMC, nous devrions continuer de souligner cet aspect de notre travail. J'aimerais que les Membres m'indiquent s'ils partagent mon point de vue et, dans l'affirmative, qu'ils me signalent quel est à leur sens le meilleur moyen d'organiser un processus de liaison plus régulier avec le FMI et la Banque mondiale dans le cadre de notre mandat sur la cohérence et de nos accords de coopération.

---